



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT! est à nous

Dossier

**Un an de Hollande:
continuité de la
politique néolibérale**

Pages 6 et 7

n°193 - 2 mai 2013 - 1,20 €

www.npa2009.org

**Chômage, austérité, affaires,
homophobes, fachos...**



**ON LÂCHE
RIEN!**

**ON CHANGE
TOUT**

5^{mai}

Manifestons

**contre le gouvernement
du fric, la droite et
l'extrême droite.**

13h30 Place de la Bastille/Paris

Chômage record, ANI gravé dans la loi, fermeture de Petroplus (après tant d'autres), réacs et homophobes arrogants... Avril se termine: bon débarras! En mai, le 1^{er} et le 5, reprenons la rue! Avant d'encercler Notre-Dame-des-Landes le 11!

Le nombre de demandeurs d'emplois a progressé en mars pour le 23^e mois consécutif, il atteint le record historique de 5,3 millions de chômeurs. Le gouvernement va répétant que «tous les leviers de la politique de l'emploi prévus par la feuille de route sociale (...) sont opérationnels». Il suffirait selon lui de patienter pour voir l'Accord national interprofessionnel produire ses effets salvateurs! Mais dans toute l'Europe, les mêmes politiques, menées par des gouvernements socialistes ou par des gouvernements de droite, soi-disant destinées à lutter contre le chômage à coups de cadeaux aux patrons et de précarisation des salariéEs, produisent toutes les mêmes effets: la misère, la précarité et le chômage sans fin! Et les gouvernements qui les appliquent se font battre aux élections suivantes par des politiciens qui feront la même politique...

Les réacs à l'offensive...

Le gouvernement Hollande-Ayrault ne fait pas exception. Après un an, il est plombé par les effets de l'austérité qu'il applique avec zèle. En plus, il est carbonisé par la crise politique provoquée par l'affaire Cahuzac.

La droite se refait une santé, redonne de la voix à l'occasion du débat sur l'ouverture du mariage à tous les couples. Mais ses dirigeants traditionnels sont débordés par la massivité et la radicalisation des manifestations des «anti-égalité» et le Front national est en embuscade pour essayer de rafler la mise.

Les insultes et les violences homophobes ont empuanti l'atmosphère de ces dernières semaines. Le PS ne trouve rien de mieux que de refuser l'amnistie aux syndicalistes poursuivis... pour ne pas, selon lui, encourager les violences des réacs excités. Un comble!

SUITE PAGE 2



M 04249 - 193 - F: 1,20 €

Agenda

2 mai, projection-débat en solidarité avec Notre-Dame-des-Landes, Paris 18°. Autour du documentaire *Tous au Larzac*. RV à 20h au café Les Chiffons, 90 rue Marcadet, M° Marcadet-Poissonniers.

5 mai, manifestation, Paris. Contre le gouvernement du fric, la droite et l'extrême droite. Départ 13h30 Place de la Bastille.

4-5 mai, week-end débats-formation du NPA Franche-Comté. Au programme : Décroissance, Jaurès, appropriation des moyen de production... Renseignements : rachel.choix@wanadoo.fr

11 mai, chaîne humaine contre l'Ayraulport de Notre-Dame-des-Landes. Manifestation nationale à Notre-Dame-des-Landes contre le projet d'aéroport. Des départs en bus ou en co-voiturages sont organisés partout en France. Pour toutes infos : www.chaine-humaine-stop-aeroport.org

16 mai, rencontre-débat Zanon sous contrôle ouvrier, Paris 17°. Avec Raül Godoy député ouvrier argentin. RV à 19h à la librairie Résistance, 4 villa Compoint, métro Guy-Môquet ou Brochant.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

SUITE DE LA PAGE 1

Elu pour se débarrasser de Sarkozy, Hollande n'a ni la volonté ni la force de résister à la droite, même sur ses maigres promesses électorales. Sur le mariage pour tous, il fait une loi à minima et abandonne la procréation médicalement assistée. Il jette aux oubliettes le droit de vote pour les étrangers...

Une vieille règle est en train de se vérifier une nouvelle fois : chaque recul encourage l'homophobie, le racisme, la réaction.

Une alternative à ce gouvernement

C'est donc à la rue, au mouvement social, à la gauche politique indépendante du gouvernement, de ne rien lâcher du combat pour l'égalité des droits et d'organiser la résistance à l'offensive de la droite et de l'extrême droite. Mais pour les battre, il faut imposer une politique qui rompt avec l'austérité. Alors que la gauche libérale inflige des défaites aux classes populaires en prenant fait et cause pour le patronat, il est indispensable de proposer une alternative à gauche. Celle-ci ne peut que s'opposer pied à pied à la politique de Hollande-Ayrault en encourageant les mobilisations et leur convergence pour changer le rapport de forces.

L'alternative au gouvernement du chômage, c'est l'interdiction des licenciements, la réduction massive du temps de travail et un plan d'embauche dans les services publics. L'alternative au gouvernement de l'austérité, c'est l'annulation de la dette illégitime et l'augmentation des salaires et retraites à 1700 euros minimum. L'alternative au gouvernement du fric, c'est la socialisation sous le contrôle des travailleurs et de la population du système bancaire et financier. L'alternative au gouvernement des affaires, c'est la fin des institutions de la V^e République, du régime présidentiel, de la concentration des pouvoirs et de la professionnalisation de la politique, c'est le contrôle



sur les éluEs révocables, ne gagnant pas plus que le salaire moyen, la parité et la proportionnelle intégrale... Une démocratie réelle qui donne les moyens de contrôler la marche de l'économie et de l'État aux travailleurs, à la population.

L'opposition de gauche dans la rue !

Face à ce gouvernement qui s'acharne dans son intervention militaire au Mali, il faut une opposition anti-impérialiste et internationaliste. Face à ce gouvernement qui poursuit la politique pronucléaire et choisit Vinci contre celles et ceux qui protègent et cultivent Notre-Dame-des-Landes, il faut une opposition écologiste. Pour construire et faire entendre cette opposition de gauche au gouvernement, nous serons et nous appelons à

être massivement dans la rue les 1^{er} et 5 mai. Une opposition de gauche, et pas un changement de centre de gravité au sein de la majorité ou un nouveau Premier ministre, car il faut rompre avec ce gouvernement comme avec ceux qui l'ont précédé radicalement, sur la forme et sur le fond, sur tous les terrains. Et pour cela, il ne suffit pas de donner un coup de balai ou de changer le numéro de la république.

Il n'y a ni raccourci ni homme providentiel, la rupture nécessaire ne peut venir que de l'irruption sur la scène politique et sociale, que de l'intervention directe et l'auto-organisation de celles et ceux qui ne veulent plus subir.

Olivier Besancenot, Christine Poupin et Philippe Poutou

regards

Propos recueillis par Sylvain Fauvinet

Patronat et politique : « c'est le triomphe du néolibéralisme qui imprègne largement les gauches »

Entretien. Gilles Richard est universitaire, spécialiste des droites en France. Il est en particulier l'auteur d'un article intitulé Patronat et politique (comment défendre les intérêts patronaux dans le cadre de la République ?)¹, publié dans la revue *Vingtième Siècle* n°114. Avec lui, nous revenons sur les récentes affaires qui ont percuté les classes dirigeantes et ce qu'elles révèlent des relations entre le patronat et le pouvoir.

De Woerth à Cahuzac, pour rester sur des affaires récentes, la question se pose des liens entre argent et politique, entre gouvernants et milieux d'affaires...

Oui, la question se pose mais ni sur le mode du complot ni sur le mode de la nouveauté. Pas de complot puisque ces liens se font, pas toujours mais le plus souvent, de manière légale. Ce sont des liens organisés entre individus qui se connaissent. Pas nouveaux puisque ces liens sont consubstantiels de la vie politique française depuis la fin du XIX^e : le scandale de Panama, l'affaire



Stavisky, les scandales immobiliers de la république gaullienne, mais aussi la Françafrique.

L'impression qu'on peut avoir d'affaires qui se multiplient est plutôt la preuve que la justice et les média fonctionnent moins mal. C'est le cas en particulier à certaines époques de la V^e République. Une nouveauté toutefois : l'implication croissante des socialistes (Pas-de-Calais, Marseille, etc.), ce qui démontre leur intégration elle aussi croissante dans le système politico-économique.

Des liens qui posent la question de la place du patronat dans le système politique ?

La patronat occupe une place moins évidente que cela en a l'air au premier abord. Essentiellement parce que la logique politique et la logique patronale sont différentes. Être patron, cela occupe beaucoup, donc la grande majorité des patrons n'ont

pas le temps de faire de la politique. L'idéal social patronal consiste à associer le pouvoir et la fortune. Il y a pour eux une équivalence « naturelle » entre l'exercice du pouvoir et la possession de la fortune. Et ça, c'est antinomique avec l'idéal républicain qui accorde le pouvoir au peuple, pour plagier Mandela, sur la base de « un homme, une voix ».

D'ailleurs dans votre article, vous rappelez que le patronat et plus largement les classes dirigeantes n'ont longtemps pas voulu de la République. Elle leur a été imposée ?

En effet. Et elles ont été contraintes de s'y adapter. De deux manières. Tout d'abord, à travers le lobbying, avec la création de l'UIMM dès 1901. Mais aussi à travers l'intégration dans le système partisan et la compétition électorale, via les partis libéraux successifs, avec une sorte de continuité d'Adolphe Thiers à Nicolas Sarkozy en passant par Raymond Poincaré, Antoine Pinay et « VGE ». Une des principales forces de ces classes dirigeantes, c'est leur capacité à embaucher et salarier des quantités d'individus qui sont à leur service, d'abord dans le lobbying mais aussi dans la politique. On peut citer l'exemple de François Ceyrac, président du CNPF après 68, embauché au moment du Front populaire pour rédiger les conventions collectives dans la métallurgie.

Mais ces classes dirigeantes ne sont pas maîtresses de tout, et depuis un siècle s'est développée la République sociale, ce que le mouvement ouvrier appelait « la Sociale », depuis la création des inspecteurs du travail à la fin du XIX^e siècle jusqu'aux

nationalisations de 1981. Et donc, pendant longtemps, le patronat organisé n'a pas réussi à enrayer le processus de construction de la République sociale telle que Jean Jaurès l'avait imaginée, et qui passe par le Front populaire, la Libération, 68 et 81.

Et aujourd'hui ?

Aujourd'hui, et en fait depuis le milieu des années 1970, mais de façon très nette depuis 84-86, les rapports de forces se sont inversés. Les milieux d'affaires sont en situation hégémonique. D'abord sur le plan idéologique : c'est le triomphe du néolibéralisme qui imprègne largement les gauches comme le montre l'action de Pascal Lamy à l'OMC, Dominique Strauss-Kahn au FMI, mais aussi aujourd'hui Pierre Moscovici au gouvernement. Cette hégémonie est le fruit d'un renoncement politique des gauches et d'un affaiblissement des capacités du mouvement ouvrier à résister. Ce n'est pas la force en elle-même du néolibéralisme qui fait cette hégémonie. Même s'il ne faut pas douter du caractère réfléchi et global de la politique menée par les néolibéraux depuis trois décennies, depuis Raymond Barre très exactement.

Au fond, il est question d'un rapport de forces social et politique et l'avenir n'est pas écrit puisque que tout va dépendre de la manière dont les acteurs sociaux vont agir et réagir : les chômeurs, les précaires et plus largement les salariés, mais aussi les petits patrons étranglés par le système bancaire et la sous-traitance.

1. Article consultable sur le site www.cairn.info

AUSTÉRITÉ Réalité du chômage, mirage de la croissance

Pour le 23^e mois consécutif, le nombre de chômeurs a encore augmenté, à raison de 1 000 chômeurs de plus chaque jour. Il y a aujourd'hui officiellement 5 348 500 chômeurs. Depuis Pékin, François Hollande s'est voulu rassurant: «Le cap que j'ai fixé est de faire tout pour que nous retrouvions croissance et emploi». Le cap de l'aveuglement, du bluff et de l'impuissance.

«**N**ous travaillons pour la croissance pour 2014 et les années qui suivront» répète Hollande, appliquant la méthode Coué comme politique de gouvernement. Michel Sapin, ministre du Travail, s'empresse d'ajouter: «Tous les leviers de la politique de l'emploi sont désormais opérationnels», sous-entendu les résultats ne devraient pas se faire attendre. Mais tout le monde sait que cela est faux. La «boîte à outils» de Hollande est bien impuissante à inverser la tendance d'une politique d'austérité qui alimente le chômage et conduit à la récession. Comment pourrait-elle fonctionner alors que le dispositif essentiel, l'ANI bientôt devenu loi, facilite les licenciements et aggrave la précarité? Dans son programme de stabilité présenté le 17 avril, le gouvernement prévoit, malgré une estimation de croissance quasi nulle en 2013, une légère reprise des créations d'emploi au second semestre et un recul du taux de chômage au dernier trimestre. Là encore, c'est du bluff alors que l'Europe est en récession. Même pour les économistes «officiels», il faudrait une croissance d'au moins 1,5% pour que la courbe du chômage commence à s'inverser.

La croissance n'est pas une revendication!
«Il faut créer de la croissance. Aujourd'hui, il y a des choix qui sont faits au détriment de l'industrie dans notre pays. Il faut un État stratège, qui intervienne pour dire que notre priorité, c'est l'emploi et c'est l'industrie», écrit Thierry Le Paon, secrétaire général de la CGT, dans sa lettre ouverte à François Hollande. Il demande que la prochaine conférence sociale, les 20 et 21 juin, porte sur «l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat, l'emploi, la politique industrielle, les services publics, une protection sociale de haut niveau, les droits à la retraite [...] La rupture avec les politiques d'austérité et de rigueur budgétaire doit être à l'ordre du jour en France et en Europe». Pour FO, Jean-Claude Mailly développe les mêmes idées. Comme si le gouvernement pouvait entendre leur demande... Comme si ce gouvernement n'était pas au seul service des classes dominantes et du patronat, soumis au seul critère qui définit la politique industrielle: la course au profit dans le cadre de la concurrence mondialisée...
Devant leur propre faillite, économistes et dirigeants de la bourgeoisie évoquent la possibilité d'atténuer les politiques d'austérité. La question est en



débat au sein du PS. Elle souligne leur échec mais n'apporte pas de réponse. Partir en guerre contre Merkel, la «chancelière de l'austérité», comme le font la gauche du PS ou Mélenchon, est une diversion qui nourrit la bêtise chauvine tout en restant prisonnier de la concurrence capitaliste.

Un plan de lutte contre le chômage

La droite cherche à profiter de la confusion et de l'impuissance du gouvernement pour faire pression dans le sens d'une accentuation de l'offensive contre les travailleurs. «Libérer le travail!» s'exclame Copé en prônant la suppression des 35 heures, le contrat de travail unique qui rompt avec le CDI, un démantèlement du code du travail qui cède la place à des relations contractuelles entre patrons

et salariés... Une telle politique ne créera pas un emploi mais profitera au patronat, aux financiers et à tous les privilégiés en baissant le coût du travail. Elle aggravera la crise.
À cette politique de classe, les organisations syndicales comme les partis politiques qui se revendiquent de la défense des droits des travailleurs et de la population devraient opposer un plan de lutte contre le chômage: interdiction des licenciements et partage du travail entre toutes et tous, embauches massives dans les services publics, annulation de la dette et création d'un monopole public bancaire, un plan de production visant à satisfaire les besoins de la population.
Il n'y a pas d'autre voie.

Yvan Lemaître



Par **Pierre Rousset**

BANGLADESH : LA TERREUR CAPITALISTE

Le 24 avril, un bâtiment industriel de huit étages s'est effondré à Dacca, capitale du Bangladesh. Plus de 3 000 ouvriers – en majorité des femmes – y travaillaient au moment du drame dans des ateliers textiles. Un bilan récent fait état de 376 décès, plus de 900 disparus et 2 500 rescapés. La catastrophe était annoncée: des fissures étaient apparues dans les murs de l'immeuble dont la police avait demandé l'évacuation. Ce que les patrons ont refusé, envoyant à la mort des centaines de salariéEs.

Il s'agit de l'un des plus graves accidents industriels de l'histoire. Il n'est pas isolé. La liste est longue au Bangladesh. Les patrons meurtriers font ce qu'ils veulent et ne sont jamais condamnés. Les liens incestueux entre possédants, gouvernants et justice leur assurent une solidarité de classe (dominante). La corruption fait le reste. Ouvrières et ouvriers vivent en sursis permanent sous le règne de la peur, de la terreur.

Cette violence bourgeoise n'est pas l'apanage du seul Bangladesh. On retrouve de telles conditions d'insécurité au travail à la frontière des États-Unis et du Mexique, en Haïti, au Sri Lanka, au Pakistan...

Très symboliquement aussi, l'un des propriétaires de l'immeuble, arrêté à la frontière indienne, est bangladais et l'autre, en fuite, est espagnol: David Mayor. Le capital mondialisé est un tout. Les firmes occidentales sont les donneurs d'ordre. Elles dissimulent leurs responsabilités derrière une cascade de sous-traitants. Mais ce monde assassin est bien le leur.

Il est vain d'espérer «civiliser» les transnationales en leur faisant signer des codes de bonne conduite. Elles ne feront pas respecter les droits des Bangladais, alors qu'elles exigent la destruction de ces mêmes droits en Europe, et imposent le déchirement social de la Grèce. Les travailleurEs asiatiques ne sont pas les concurrents «déloyaux» des travailleurEs européens: ils sont victimes des mêmes exploiteurs. À la veille du 1^{er} Mai, fête de l'internationalisme, le drame de Dacca vient nous le rappeler.

Solidarité financière envers
les familles des victimes
via europe-solidaire.org

MARIAGE POUR TOUS Amère victoire

Mardi 23 avril, la loi sur le mariage pour tous a été adoptée à l'Assemblée. C'est une victoire pour les lesbiennes et les gays, pour qui le pacs ou l'union libre ne seront plus des choix par défaut. Mais ce n'est pas encore l'égalité des droits, et les homophobes ne désarment pas.

Depuis les premières luttes homosexuelles, il aura fallu plus de 40 ans pour arracher aux gouvernants, morceau par morceau, un semblant d'égalité qui n'est que légitime. Cette victoire a pourtant un goût amer, car le compte n'y est pas: la procréation médicale assistée reste défendue aux lesbiennes, et le Conseil constitutionnel pourrait éventuellement compromettre le droit d'adopter. Rien non plus concernant la facilitation du changement d'état civil pour les personnes trans. Quant au «plan de lutte contre l'homophobie» du PS,

il paraît bien illusoire alors que se succèdent les mesures d'austérité. Car comment combattre réellement les discriminations à l'embauche et le harcèlement patronal, quand on accepte le chômage de masse? Comment prétendre prévenir l'homophobie à l'école ou ailleurs, sans renforcer les services publics?

Un climat irrespirable

De tergiversations en reculs, Hollande a permis à la droite et à l'extrême droite de plastronner pendant de trop longs mois. Ravis de pouvoir contester un gouvernement dont ils ne

peuvent qu'approuver la politique antisociale, les réactionnaires sont bien décidés à poursuivre leurs manifestations où se mêlent, dans un même élan, nostalgiques du fascisme et familles cathos bon chic bon genre. Un climat irrespirable s'est installé, propice aux violences homophobes: des passages à tabac ont eu lieu récemment à Paris, Lille, Bordeaux ou Nice. Les lesbiennes et les gays vont gagner de nouveaux droits, mais ils en ont assez d'être toujours vus comme une race inférieure, que l'on peut insulter ou frapper à tout moment. Grande nouveauté par rapport aux

défilés anti-pacs d'il y a 15 ans, les homophobes des beaux quartiers ont développé une démagogie pseudo-sociale, en opposant hypocritement l'égalité des droits à la question de l'emploi: «La priorité c'est Aulnay, pas le mariage gay» ou «Du boulot, pas le mariage homo», lisait-on sur leurs pancartes. Racisme et homophobie faisant bon ménage, ils ont aussi scandé le soir du 23 avril, à deux pas de l'Assemblée nationale: «Les CRS à Barbès!». Pour ces gens-là, c'est dans l'ordre des choses que la police s'en prenne aux immigréEs et aux pauvres plutôt qu'à eux...

Ne leur laissons pas la rue!

Contre un gouvernement Ayrault complice du Medef, les travailleuses et les travailleurs devront reprendre le chemin des luttes. Et par la même occasion, ils pourraient bien montrer que la solidarité de classe n'est pas un vain mot, et qu'ils refusent de se laisser diviser, en fonction de leur orientation sexuelle ou de leur couleur de peau, par les démagogues bourgeois qui les courtisent.

L'égalité reste à gagner: le NPA appelle à participer massivement aux marches des fiertés, qui se dérouleront partout en France fin mai-début juillet.

André Slava

VIE PUBLIQUE

Rien à déclarer ?

Quelques jours après avoir rendu public leur patrimoine, les membres du gouvernement, réuni en Conseil des ministres le mercredi 24 avril, ont examiné une série de mesures visant à la transparence et au contrôle des responsables politiques. Un peu de bruit... pour rien.

Pour celles et ceux qui en doutait, la démonstration est faite : quand on veut prendre une décision politique rapidement, on peut : à peine trois semaines après l'éclatement de l'affaire Cahuzac, le gouvernement accouche dans l'urgence de son grand projet destiné à assainir la vie publique... « Un tournant pour les institutions », d'après Hollande qui décidément n'en finit plus de se payer de mots.

Une Haute autorité avec peu d'autorité...

Dans la suite de ce qui s'est passé en pleine panique post-Cahuzac, le projet de loi institue donc une obligation de déclaration de patrimoine pour les responsables politiques, parlementaires, responsables d'exécutifs locaux, etc. Mesure phare, l'instauration d'une Haute autorité, « totalement indépendante », chargée de contrôler les déclarations de patrimoine et d'intérêts, avec le grand pouvoir... d'enquêter et d'écrire un « rapport spécial ». Plus une série de mesures encore floues pour lutter contre les conflits d'intérêts... sans aller toutefois jusqu'à interdire l'exercice de certaines professions pouvant pourtant être incompatibles avec la fonction de parlementaire.

Au nom de la lutte contre le « voyeurisme » ou la « démocratie paparazzi », le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone trouve visiblement que c'est déjà trop. Il se fait ainsi le porte-parole d'un très grand nombre de parlementaires de gauche et de droite qui pensent tous que, pour vivre heureux, il vaut mieux vivre caché, même quand on est un responsable politique élu. En tout cas, une chose est sûre : ce n'est pas ce catalogue de nouvelles mesurées gouvernementales qui vont aider ceux d'en bas à prendre leurs affaires en main.

Manu Bichindaritz

FRONT DE GAUCHE

Mélenchon Premier ministre ?

Mélenchon a-t-il pété les plombs ? Comment expliquer la dénonciation quasi-systématique de la politique d'austérité du gouvernement Hollande-Ayrault et sa proposition de devenir Premier ministre du même Hollande ? Comment en même temps exiger un « grand coup de balai », une VI^e République, et se mouler dans les habits d'un Premier ministre de Hollande président de la V^e République ?

Dans ses diverses interventions, Mélenchon nous donne une première réponse : « Le Front de gauche est dans la majorité actuelle. Hollande a déplacé le curseur vers la droite, vers les "Solfériniens". Je veux qu'on change le centre de gravité et qu'on applique une autre politique. » Ce ne serait qu'une question de position du curseur. Comment se réclamer d'une majorité qui, vote après vote, à l'exception de la loi pour le mariage pour tous, fait une politique d'austérité au service du patronat, et tourne le dos aux intérêts de classes populaires ? N'y a-t-il pas là une contradiction ?

Mélenchon en rajoute une couche : il revendique maintenant le poste de Premier ministre de Hollande et de sa majorité parlementaire. Alors, bien sûr il nous dit « C'est pour appliquer ma politique »... Mais, croit-il, surtout dans le cadre des institutions de la V^e République, que le Premier ministre d'un président et d'une chambre dominée par le Parti socialiste, appliquera une autre politique que celle du parti dominant ? Il y aura, au mieux, une cohabitation où le président et sa majorité social-libérale auront le dernier mot ou, au pire, une politique de conciliation qui fera endosser au Front de gauche les mauvais coups contre les classes populaires. La posture de Mélenchon comme potentiel Premier ministre est hasardeuse. Elle fait sourire, mais elle traduit bien ses propres contradictions.



Proclamations ou ruptures ?

La brutalité des politiques d'austérité social-libérales le conduisent à s'opposer au gouvernement. « Nous avons été maltraités » dit-il, ce qui permet de possibles convergences, comme à l'occasion de la manifestation du 5 mai. Mais dans le même temps,

Mélenchon ne se résout pas à rompre les liens existants avec le PS. Il répète qu'ils sont dans la « même majorité » et veut « être leur Premier ministre », ne revendiquant pas clairement la nécessité de construire une opposition de gauche au gouvernement. De même, comment expliquer que

l'on veut une VI^e République tout en voulant être le Premier ministre d'une V^e République dominée par la toute-puissance du président ? Ce double discours ne peut que relativiser la portée des proclamations pour une VI^e République, qui devient alors un simple changement de numéro, avec quelques modifications constitutionnelles limitées (le Front de gauche ne remet pas en cause l'élection d'un président de la République) plutôt qu'une véritable rupture démocratique.

Nous savons ce que Mélenchon opposera à nos critiques : le NPA ignore les questions de pouvoir et la nécessité d'une alternative politique, alors que lui y est candidat. Et effectivement, c'est là que nos vues divergent. Bien entendu, la gauche anticapitaliste doit développer une alternative, un programme d'urgence sociale et démocratique qui mobilise pour amorcer une rupture avec le système capitaliste, avec la perspective d'un gouvernement anti-austérité au service des travailleurs et de la population. Mais au nom d'une obsession pour le pouvoir, on ne peut pas faire n'importe quelle politique.

François Sabado

ÉDUCATION NATIONALE Pas bon pour la morale...

À la rentrée scolaire 2012, alors que les suppressions de postes se faisaient une fois de plus cruellement ressentir dans l'Éducation nationale, le ministre Vincent Peillon insistait sur la nécessité d'enseigner la morale laïque à l'école qui, dans un pur esprit pétainiste, serait un vecteur de redressement intellectuel et moral de la France. C'est dorénavant chose faite.

ACCORD EMPLOI

C'est pas au Parlement que l'on obtiendra satisfaction !

Le gouvernement a utilisé la procédure d'urgence et le vote bloqué pour transposer l'accord national interprofessionnel dit de sécurisation de l'emploi en loi. Mais la machine institutionnelle s'est un peu enrayée. Bien insuffisant pour combattre cette régression sociale.

Après le vote à l'Assemblée nationale où les seuls députés PS ont voté pour, la loi dite de « sécurisation de l'emploi », qui transcrit dans le droit l'Accord national interprofessionnel (ANI) du 11 janvier dernier, est passée au Sénat. Là, les choses se sont passées un peu plus difficilement pour le gouvernement, et le ministre de l'Économie a décidé de couper court au débat en utilisant le vote bloqué, vote qui permet de voter sans prendre en compte les amendements proposés... Ce vote devrait être définitivement confirmé le 14 mai prochain, le gouvernement ayant dû reculer sur le calendrier initialement prévu, au vu du mécontentement d'une grande partie des parlementaires. On a sa dignité quand même !

C'est dans la rue que ça se passe

Par ce vote, le gouvernement PS, au nom de la lutte contre le chômage, fait reculer gravement les droits des salariéEs et garantit au patronat le droit de baisser les salaires, d'augmenter les horaires, imposer la mobilité. Il suffira au patronat d'un accord local ou de branche pour accentuer la précarité et pouvoir licencier comme bon lui semble. Aujourd'hui, certainEs se réjouissent de la supposée « fronde des parlementaires » qui n'aura pourtant comme seul effet que de différer de quelques semaines l'adoption définitive de la loi. En l'absence d'échéances syndicales de mobilisation pour construire un vrai rapport de forces contre ce projet, c'est une bien maigre « victoire »...

Sandra Demarcq

La loi d'orientation et de refondation de l'école de 2013 entérine la disparition de l'éducation civique et son remplacement par un enseignement « moral et civique ». Mais, à la décharge du ministre de l'Éducation nationale, il faut noter que ce dernier s'inscrit dans la droite ligne de ses prédécesseurs qui, de droite comme de gauche, n'ont eu de cesse ces dernières années de remettre la morale au goût du jour. Instaurée en 1882 par la III^e République, supprimée en 1968, la morale fait son retour en 1985 dans les programmes de l'enseignement primaire sous l'impulsion de Jean-Pierre Chevènement qui, en fervent républicain, invente cette discipline des plus ambiguës qu'est l'éducation civique. De Bayrou à Claude Allègre, ses successeurs se chargeront de la diffuser dans les enseignements au collège et au lycée.

Des valeurs au contrôle social

Certes, le glissement sémantique du civisme à la morale laïque n'est pas anodin, mais il s'agit ici d'une opération de communication. Car à y regarder de plus près, derrière l'effet d'annonce se dissimule surtout une coquille vide. L'éducation civique remplit déjà



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

parfaitement les offices de la morale laïque puisqu'on y inculque déjà les valeurs de la République, avec une dimension morale et laïque importante, et cela sans le moindre esprit critique. Au point qu'il n'est pas aisé dans les établissements, notamment les plus défavorisés, d'enseigner des concepts comme l'égalité ou la solidarité à des élèves qui subissent la violence sociale au quotidien.

Plus grave encore, l'enseignement « moral et civique », ne recouvre plus seulement des valeurs à connaître, mais des

compétences à valider par chaque élève dans son livret personnel de compétences (LPC). Grâce à cette morale laïque, l'institution scolaire peut attester, ou pas, qu'un élève est apte à bien se comporter en groupe, à agir en citoyen et à respecter les valeurs de la République. Sachant que le LPC est destiné à suivre l'élève, puis l'étudiant, dans toute sa scolarité et qu'il pourra, à terme, être utilisé sur le marché du travail, la morale laïque peut se transformer en instrument de contrôle social renforcé.

Camille Jouve

MALI La France rempile

À l'Assemblée nationale et au Sénat, il n'y a pas eu une seule voix pour s'opposer à la prolongation de l'opération militaire Serval. Et ce n'est pas l'abstention quasi silencieuse des députés du Front de gauche qui a menacé cette belle unité nationale. « Garde-à-vous et rompez les rangs », l'armée s'occupe du reste !

Les seules inquiétudes des parlementaires ont porté sur le coût de l'intervention (plus de 200 millions d'euros). Le chef de file des députés PS, Le Roux, a plaidé pour que cette somme soit « prise en compte par l'Union européenne dans le calcul des déficits autorisés des États ». D'autres ont défendu que le budget de la défense devait être maintenu « à un niveau suffisant ». Pas d'austérité pour les marchands de canon ! Car rien ne vaut une intervention militaire pour « renforcer de façon singulière la puissance d'influence de la France », comme l'a déclaré sans ambages Fabius, ministre des Affaires étrangères. Pourquoi alors prolonger cette opération qu'Ayrault qualifie de « réussite politique et militaire » ? Après tout, sans être totalement éradiquées, les bandes armées djihadistes ont été repoussées en dehors du Mali et le président Traoré n'a pas été renversé par un coup d'État. Si l'armée française ne plie pas bagage, c'est que derrière les objectifs affichés de l'opération Serval, il y a d'autres préoccupations de l'impérialisme français.

À l'ONU, la France se démène pour remettre le sort du Mali dans les mains d'une « mission de maintien de la paix » composée de 11 200 soldats africains. Mais elle maintiendra toujours 1 000 soldats sur place. Le but est de faire supporter à la communauté internationale le coût d'une mise sous tutelle du Mali, tout en s'assurant qu'à la moindre menace sur la stabilité de l'État malien (qu'elle provienne de groupes armés ou de révoltes populaires) l'armée française pourra intervenir rapidement.

Toujours opposés à cette guerre

En fait, la situation au Mali est loin d'être stabilisée. La possibilité d'organiser des élections présidentielle et législatives en juillet comme l'avait affirmé Hollande, s'éloigne de plus en plus. Le MNLA, principal mouvement nationaliste touareg, qui contrôle une partie du nord du Mali, dont la ville de Kidal, refuse de rendre les armes et ne veut pas entendre parler d'élections. Il y avait « deux » Mali avant Serval, il y en a

OÙ EN EST L'OPÉRATION SERVAL ?



toujours deux. Au nord, l'administration centrale n'est pas réinstallée et les populations qui ont fui ne sont pas revenues. 170 000 Maliens sont réfugiés dans les pays voisins, dont 75 000 en Mauritanie, qui survivent en plein désert dans des conditions très précaires. Dans le camp de Mbéra, le manque d'eau est tel que deux enfants y meurent chaque jour. L'opération Serval a permis de sauvegarder les

intérêts de la France dans cette zone de l'Afrique, hautement stratégique. Mais elle s'avère un facteur d'instabilité permanente supplémentaire à l'intérieur du Mali et ailleurs en Afrique, comme l'attentat contre l'ambassade de France à Tripoli vient de le souligner. Alors, plus que jamais, même si nous sommes peu nombreux à le dire : « troupes françaises, hors du Mali et hors d'Afrique ! »
Marie-Hélène Duverger



PORTUGAL Un nouvel avril ?

C'est sur un air de « si on recommençait ? », en référence à la Révolution des œillets d'avril 1974, que 50 000 manifestantEs ont défilé ce jeudi 25 avril dans les rues de Lisbonne, dans un joyeux méli-mélo. En tête, une délégation de Grandola, ville symbole de cette Révolution.

Dans l'ensemble du Portugal, des manifestations de masse, inégalées, ont chanté avec rage et détermination Grandola, Vila Morena, la chanson qui a marqué cette Révolution des

œillets qui a débarrassé le Portugal de la dictature. Aujourd'hui, c'est d'une autre dictature que les Portugais veulent se débarrasser, celle de la Troïka.

À Lisbonne, l'essentiel de la manifestation était composée d'une multitude de petits groupes, associations, assemblées de quartier, lieux auto-gérés, etc. nés avec le mouvement « Lixa a Troïka » (littéralement « Nique la Troïka »), mouvement déjà à l'origine de la mobilisation du 2 mars dernier qui avait réuni 1,5 million de participantEs.

S'émanciper des frontières, construire un mouvement international

La manifestation, structurée autour de revendications spécifiques (féminisme, écologie, antiracisme, précarité, contre les licenciements, etc.), était très combative, avec une tonalité anticapitaliste marquée. Le principal slogan du Bloco (plus

grosse force politique présente, avec de nombreux jeunes) repris par tout le monde était : « Governho Passos Rua » (dehors le gouvernement de Passos). Alexis Tsipras, principal représentant de la coalition grecque Syriza, était présent dans le cortège du Bloco et a participé par la suite à un meeting qui a réuni 500 personnes.

Le lendemain, une assemblée générale à l'initiative de « Lixa a Troïka » a regroupé des camarades venant de différents pays : Portugal, Grèce, État espagnol, Écosse, Italie, Slovénie, Chypre, Irlande, France, Allemagne... Nous y avons débattu puis adopté un texte centré sur la lutte contre la Troïka et ses politiques d'austérité, ainsi que sur la proposition adressée à l'ensemble des individus et organisations du mouvement social, partis, syndicats, de construire une mobilisation à l'échelle européenne internationale le 1^{er} juin.

De Lisbonne, Miguel Segui

PHOTOS DR



ITALIE La crise politique s'amplifie

Deux mois après les élections législatives, la crise du système politique italien a franchi la semaine dernière un nouveau seuil, avec l'élection du Président de la République.

Le Parti démocrate qui avait réussi l'exploit de perdre les élections que tout le monde donnait gagnées d'avance (en n'obtenant pas la majorité absolue au Sénat et donc la possibilité de former un gouvernement), a explosé publiquement au moment de choisir le nouveau Président de la République.

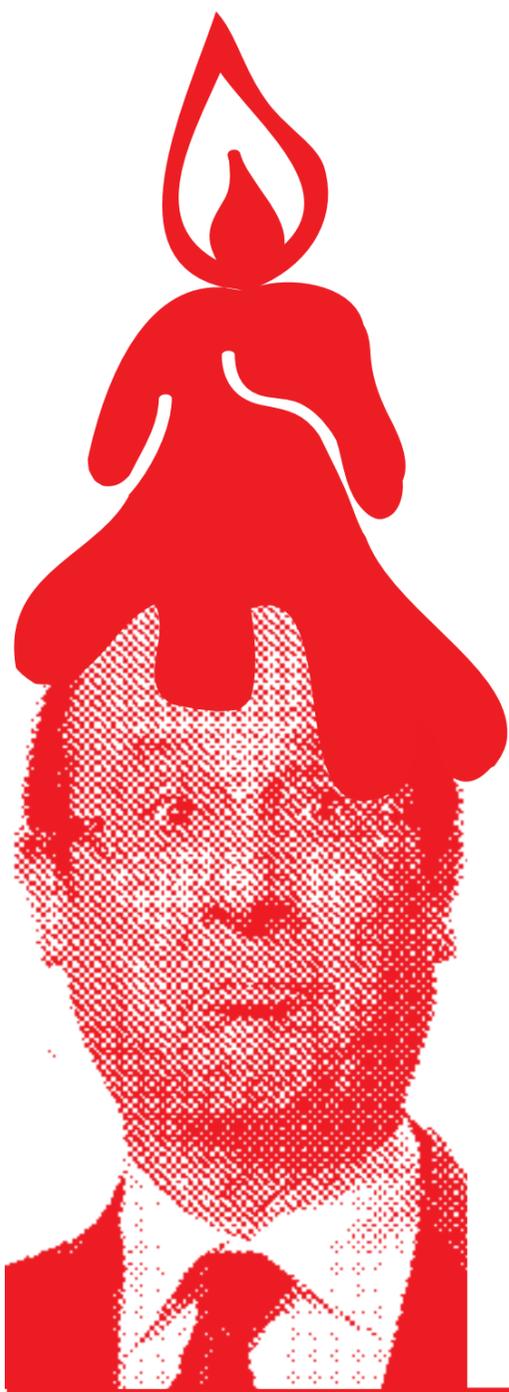
La fracture dans le PD s'exprime dans le fait de choisir ou pas un nouveau cadre d'alliance politique, cette fois-ci explicite et sans la couverture du « gouvernement technique », avec Berlusconi, ou au contraire de tenter de récupérer « à gauche », notamment en se tournant vers la colère et l'exigence d'un changement radical qui a fait le succès du Mouvement 5 étoiles du comique Beppe Grillo.

Cette fracture interne au PD a éclaté lors du vote à bulletins secrets pour élire le nouveau Président, quand plus de 200 éluEs démocrates n'ont pas suivi les consignes de vote officielles et ont voté contre les deux candidats appuyés successivement par le parti, Franco Marini (ancien syndicaliste issu de la démocratie-chrétienne qui fait partie des fondateurs du PD), puis Romano Prodi, trahi dans les urnes par les parlementaires les plus enclins aux alliances avec Berlusconi. Dans l'impasse institutionnelle totale, et avec la peur d'un vrai bouleversement politique, le PD a finalement cédé aux pressions pour une alliance avec le centre-droite, sous l'égide de Napolitano, réélu Président de la République, avec les votes de tout le parti sauf les « grillini » et les députés de Vendola.

La gauche en chantier

Nous sommes donc aujourd'hui à l'épilogue de la crise de cette gauche italienne : la naissance d'un nouveau gouvernement, avec Enrico Letta, issu du PD mais pas d'origine communiste, comme Premier ministre, Alfano, secrétaire général du parti de Berlusconi, vice-président et ministre de l'Intérieur... ainsi que l'homme fort de Bankitalia à l'Économie, histoire de ne pas donner trop de soucis à l'Europe de Merkel et Draghi. La crise sociale, économique et politique italienne ne laisse pour l'instant à gauche qu'un champ de ruines. Avec la crise du Parti démocrate, qui va tenir prochainement un congrès certainement dramatique, se mettent déjà en place différentes opérations politiques visant à récupérer une partie de ses militantEs et de son espace politique, mais totalement incapable de répondre à la révolte. Une révolte qui grandit et qui est aujourd'hui entièrement captée par l'antipolitique de Grillo. La reconstruction d'une perspective moderne à gauche s'annonce longue, demandant une grande capacité d'expérimentation et d'innovation.

De Rome, Flavia d'Angeli (Sinistra Critica)



Un an de Hollande:

Continuité de la politique néolibérale

Dossier réalisé par Camille Jouve et Patrick Le Moal

François Hollande a été élu il y a un an sans enthousiasme sur son programme: il a surtout bénéficié de l'impopularité de Sarkozy. Force est de constater que le changement attendu n'a pas eu lieu. « Nous attendons plus qu'une déclaration d'amour, nous attendons des preuves d'amour », affirmait Laurence Parisot avant l'arrivée du Premier ministre à l'université d'été du Medef en août 2012. Un an après l'élection, nous constatons que le gouvernement Ayrault a été un amant fidèle et attentionné. Des rares promesses du candidat Hollande qui auraient pu froisser le patronat et la bourgeoisie, rien n'est resté. Aucune remise en cause des attaques de Sarkozy, que ce soit en matière

d'immigration, de libertés publiques et de dégradation des services publics. Mais la reprise des engagements européens sur le déficit, de la doctrine libérale relative à la bataille pour la compétitivité, mènent à une politique d'austérité brutale. La mise en œuvre de l'ANI est une nouvelle attaque contre les droits des travailleurs. Sans compter la continuité de la Françafrique avec l'intervention au Mali. Ce n'est même plus une politique social-libérale qui est à l'œuvre, c'est une politique néolibérale telle qu'elle est déclinée dans tous les pays européens. Ce qui domine est la continuité de la politique de la décennie précédente. À la crise économique et sociale qui dégrade la situation de ceux d'en bas, s'ajoute la crise politique avec l'affaire Cahuzac, qui illustre la collusion, y compris dans

un gouvernement socialiste, des élites politiques et des responsables économiques dans la gestion de l'austérité. Cette crise politique majeure ne résulte pas d'une poussée ouvrière, tout en coïncidant avec une offensive de la droite et de l'extrême droite. Tout cela nous conduit à nous opposer à ce gouvernement, à créer partout où c'est possible, avec toutes les organisations - partis, syndicats, associations - des pôles de résistance, une opposition de gauche, qui ne laisse pas le champ politique au débat entre une droite radicalisée par l'extrême droite face à ce gouvernement, qui donne une perspective à toutes celles et tous ceux qui n'en peuvent plus de cette politique d'austérité au bénéfice des capitalistes.

Des promesses de campagne non tenues

Souvenons-nous...

de Hollande en pourfendeur de la finance, dénonçant cet ennemi qui « n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti », et qui « a pris le contrôle de l'économie, de la société et même de nos vies ». La dénonciation s'est arrêtée au verbe. La réforme bancaire est de si piètre envergure qu'elle est en dessous des préconisations européennes et de ce que fait le Royaume-Uni. La finance peut poursuivre des jours tranquilles d'autant plus que le paiement de la dette a été sanctuarisé par le gouvernement.

des « fortes critiques » du projet de pacte budgétaire européen (TSCG), de la promesse de renégocier le traité « Merkel/Sarkozy ». Il n'en a rien été, l'obligation d'un déficit structurel inférieur à 0,5% du PIB a été gravée dans le marbre et, en échange, Hollande n'a rien obtenu sur la croissance. En ratifiant ce traité, les députés socialistes

ont institutionnalisé le remboursement de la dette et l'austérité qui en découlent. À titre d'exemple, ramener le déficit structurel de la France à 0,5% du PIB en 2010 aurait signifié faire 87 milliards d'économies !

du projet de « redressement dans la justice » par une grande réforme de l'impôt. La révolution fiscale n'a pas eu lieu. Une tranche supplémentaire d'imposition à 45% a été créée mais la taxation à 75% pour les très hauts revenus, qui ne tenait pas compte des revenus du capital, a été annulée par le Conseil constitutionnel. L'ISF retrouve son niveau d'avant Sarkozy, en contrepartie un plafonnement dans la logique du bouclier fiscal a été rétabli, de telle sorte que l'imposition directe nationale d'un contribuable ne puisse pas dépasser les trois quarts de ses revenus. La plupart des « niches fiscales » qui permettent le contournement de l'impôt sont maintenues. Pire, le maintien du gel du

barème de l'impôt de Sarkozy va pénaliser 16 millions de foyers et entraînera jusqu'à 200000 contribuables supplémentaires non imposables auparavant. Par contre, aucune mesure n'a été prise contre la fraude fiscale dont l'affaire Cahuzac a révélé l'ampleur. Elle représente de 60 à 80 milliards d'euros de pertes fiscales, soit un tiers de plus que le coût du service de la dette au nom duquel on exige tant de sacrifices de la part de la population.

des modestes promesses d'une loi de « dissuasion » des licenciements, d'une loi obligeant les firmes ne voulant plus d'une unité de production bénéficiaire à la vendre pour empêcher son démantèlement. Deux propositions enterrées. Pourtant, les plans de licenciements dans les entreprises en bonne santé financière se sont multipliés depuis mai 2012. L'exemple le plus emblématique est sans doute celui de Sanofi. Le géant pharmaceutique a réalisé 2,2 milliards d'euros de bénéfice pour le seul troisième trimestre de 2012, alors qu'il prévoit de supprimer plus de 900 postes d'ici 2015. En janvier 2012, à Petroplus, le candidat Hollande s'indignait « Où est l'État, où est le gouvernement, où est le président de la République ? ». Hollande élu, les salariés de PSA, Fralib, Technicolor, Electrolux, Arcelor, Sanofi, ou encore de Virgin ont pu faire l'amer constat que l'État est au côté du Patronat. En outre, avec la transcription de l'ANI en loi, il facilite les licenciements car désormais l'absence de motif économique ne permettra plus d'invalider un plan de licenciements.

du projet de loi d'amnistie sociale pour les syndicalistes et les militants qui ont subi une criminalisation de leurs activités pendant les années Sarkozy. Cette mesure est tombée dans l'oubli pour réapparaître à l'Assemblée sous forme d'une proposition de loi du Front de gauche. Les députés socialistes l'ont d'abord vidée de son contenu, puis l'ont renvoyée aux calendes grecques, en s'y opposant avec la droite. De plus, sont maintenues par ce gouvernement s'affirmant de gauche les atteintes au droit de grève votées sous Chirac et Sarkozy, et les attaques contre les travailleurs en lutte.

de l'intention de fermer la centrale de Fessenheim, au-delà du refus de toute perspective de sortie du nucléaire. La fixation de l'échéance à fin 2016, début 2017, quelques mois avant la prochaine présidentielle laisse planer un doute sérieux sur la réalisation de cette décision...

enfin, s'il est une promesse emblématique du candidat Hollande appliquée, c'est celle du mariage pour tous. Tout en regrettant que l'accès à la PMA pour tous n'ait pas été incluse dans la loi, cette avancée vers l'égalité des droits met en relief l'engagement sur le droit de vote des étrangers aux élections locales pour l'instant sombré dans l'oubli. Il faut dire que depuis maintenant plus de trente ans, les socialistes remettent régulièrement cette promesse dans leur programme sans jamais avoir le courage de l'imposer une fois élus.



Compétitivité. Dans les «60 engagements pour la France» du candidat François Hollande, le mot de compétitivité n'apparaissait qu'une fois et le «coût du travail» n'était même pas évoqué. Une fois l'élection passée, il en a été tout autrement. Le gouvernement a remis au goût du jour la doctrine libérale qui voit dans le déficit de compétitivité de la France un coût trop élevé du travail. Cette reprise s'est traduite, dès novembre 2012, par le pacte de compétitivité qualifié de véritable «big bang économique salvateur» par Laurence Parisot. Sarkozy lui-même n'aurait osé faire plus beau cadeau au patronat: sous forme de baisse d'impôts, les entreprises récupèrent 20 milliards d'euros. Le financement sera assuré par une nouvelle réduction des dépenses publiques et par une hausse de la TVA. C'est le retour de la «TVA sociale» de Sarkozy que le candidat Hollande avait qualifié le 30 janvier 2012 de mesure «inoportune, injuste, infondée et improvisée», insistant sur le fait que «la compétitivité est un faux prétexte»...

Accord national interprofessionnel – Loi dite de «sécurisation de l'emploi». Dans la logique néolibérale, François Hollande sommat, en septembre 2012, les «partenaires sociaux» de conclure dans les trois mois un «accord gagnant-gagnant» en matière de droit du travail. Le 11 janvier 2013, le patronat, CFDT, CFTC et CGC signaient l'Accord national interprofessionnel (ANI). Qualifié de «succès de dialogue social» par le président, l'accord a été retranscrit dans la loi en avril 2013. Non seulement cet accord est illégitime car signé par des syndicats qui représentent une minorité de salariés (48%) mais il est inique car il consacre des régressions sociales majeures et officialise le chantage à l'emploi. Les licenciements économiques vont être considérablement facilités et accélérés, la mobilité forcée est rendue possible, les salaires vont pouvoir être réduits, les droits des représentants du personnel et les possibilités de contestation des salariés sont diminués. En échange, les salariés reçoivent des miettes, conditionnelles, soumises à dérogation et reportées à plusieurs mois ou années (complémentaire santé, droits rechargeables à l'assurance

Des décisions néolibérales en chaîne

Comme en Grèce, en Italie, en Espagne, le gouvernement Hollande ajoute de l'austérité à l'austérité avec pour conséquence une accentuation de la récession, une augmentation du chômage et une paupérisation des populations. TVA sociale, ANI, protection sociale, budget d'austérité, tous les ingrédients d'une politique néolibérale sont là.

chômage, CDD, temps partiel...). Avec cet accord devenu loi, le gouvernement socialiste apporte sa pierre au chantier de destruction du code du travail mis en œuvre par les gouvernements précédents. Il met en œuvre la logique du Medef selon laquelle faciliter les licenciements et baisser les salaires revient à inciter les entreprises à embaucher et donc à relancer l'économie. Une logique dont l'absurdité est démontrée chaque jour par les chiffres du chômage. Par contre, la flexibilité permet bien de maintenir les taux de profit du patronat.

Retraites. Le prochain chantier auquel Hollande va s'atteler pour combler les souhaits du Medef est celui de la protection sociale. La promesse de faire «en sorte que tous ceux qui ont 60 ans et qui auront cotisé la totalité de leurs annuités retrouvent le droit de partir à la retraite à taux plein à cet âge-là» a été tenue. Mais très peu de personnes et surtout très peu de femmes sont concernées, car cette mesure exige d'avoir travaillé quasiment sans interruption pour prétendre partir à 60 ans avec un maximum de 6 trimestres cumulés pour congé maternité, chômage

ou accident du travail. Le PS avait très mollement critiqué le passage à 62 ans de l'âge de départ à la retraite. Par ce décret de novembre 2012, il confirme en fait la loi combattue par des millions de salariés en 2010. Pire, il envisage son accélération. Prévues pour 2018, elle devrait entrer en vigueur en 2017 voire en 2016! Alors qu'en 2010, le PS clamait que la réforme ne permettait pas de pérenniser le financement des retraites, le gouvernement s'apprête à mettre en œuvre la même politique, en envisageant une nouvelle réforme des retraites basée sur un allongement de la durée de cotisation et une désindexation des pensions. Comme sous la droite, seuls les salariés et les retraités seront mis à contribution, les cotisations patronales pourront ainsi être épargnées.

Budget. La loi de finances pour 2013 a été présentée par Ayrault comme un «budget de combat». En réalité, il s'agit d'un budget d'austérité sans précédent qui s'inscrit dans l'objectif affiché par Hollande pendant sa campagne de réduire le déficit à 3% du PIB et de se rallier au déficit structurel de 0,5% requis par la «règle d'or» du TSCG.

Ce budget programme 37 milliards d'économies qui doivent être mis en regard du paiement exorbitant du service de la dette publique soit 46,7 milliards d'euros. Les deux tiers des économies proviennent de l'impôt. Le dernier tiers, soit 10 milliards, repose sur une restriction des dépenses publiques s'ajoutant aux 2,5 milliards en moins sur les dépenses de l'Assurance maladie. Ce sera une fois de plus sur le dos des services publics. Les 11 000 postes prévus dans les secteurs définis comme prioritaires (éducation, police, justice), seront créés au détriment des autres puisque 12 298 postes de fonctionnaires doivent être supprimés en 2013. De plus, aucune des créations de postes n'est destinée à compenser ceux perdus sous Sarkozy. Dans l'Éducation nationale, les 60 000 postes prévus sur cinq ans sont destinés à faire face aux nouveaux départs à la retraite et à l'augmentation du nombre d'élèves mais aucunement à rattraper les 80 000 postes supprimés sous Sarkozy. La MAP (Modernisation de l'action publique) qui désormais remplace la RGPP (Révision générale des politiques publiques) n'a donc rien à lui envier car elle conserve les mêmes objectifs. Le projet de loi de décentralisation laisse augurer de la volonté du gouvernement de se décharger de certaines dépenses publiques sur les collectivités territoriales. La réforme des rythmes scolaires, repoussée à 2014 par les trois quarts des communes, est un bon exemple des velléités du gouvernement en ce domaine. Si le budget de 2013 s'appuie sur quelques mesures fiscales qui touchaient un peu les plus riches, celui de 2014 sera uniquement basé sur des coupes franches dans les dépenses publiques. L'objectif de ramener le déficit budgétaire à 3% du PIB sur un objectif de croissance de 0,8% en 2013 s'est avéré pour le gouvernement intenable. Il a abandonné cet objectif, ce qui aurait pu signifier un changement d'orientation et un abandon des politiques d'austérité. Mais au contraire, ce que le gouvernement considère comme un «renoncement» s'est accompagné de restrictions budgétaires encore plus sévères pour 2014 et d'annonces d'attaques sur la protection sociale!

En bref...

Contre l'Ayraultport de Notre-Dame-des-Landes

Ce projet de partenariat public-privé avec le groupe Vinci date des années 2000. Dans le contexte actuel d'austérité, il est devenu le symbole d'une politique en faveur des plus riches. En essayant d'imposer par la force la construction, le gouvernement a réussi à fédérer sur le terrain les opposants de gauche. En octobre 2012, la répression violente et massive pour déloger les «Zadistes» a donné au mouvement le caractère d'une épreuve de force, de premier affrontement d'envergure, d'opposition de masse au gouvernement et à sa politique.

Mali : Hollande dans l'uniforme de la Françafrique

L'intervention de l'armée française n'a pas été déclenchée pour défendre les populations locales, mais pour servir les intérêts post-coloniaux. Il s'agit de relégitimer le rôle économique, politique et militaire de la France dans cette région, son «pré carré». Il s'agit également de protéger la sécurité des mines d'uranium d'Areva au Niger voisin. Bref, la continuité de la politique impérialiste française en Afrique.

À lire...



La fondation Copernic vient de sortir une nouvelle note consacrée au bilan de la première année de Hollande. Un outil précieux pour approfondir.

Éditions Syllepse. 7 euros.



Des mesures en demi-teinte qui ne reviennent pas sur les attaques de la période Sarkozy

Immigration. En matière d'immigration, Hollande procède comme ses prédécesseurs socialistes... Le gouvernement est ainsi revenu sur un certain nombre de mesures prises sous Sarkozy (comme celles concernant les enfants sans-papiers, les étudiants étrangers ou encore l'AME) mais non sur la totalité, ce qui provoque à long terme une dégradation constante des droits des migrants. Le maintien de l'usage de la circulaire et du cas par cas pour les régularisations ainsi que le nombre d'expulsions de sans-papiers depuis un an (le même que sous Sarkozy) sont les signes manifestes d'une droitisation du PS sur les questions d'immigration.

Sécuritaire. Il n'est plus question aujourd'hui de la volonté de limiter les contrôles d'identité au faciès grâce à la délivrance d'un récépissé et l'abrogation des peines planchers. Au contraire, Manuel Valls, entre autres, au travers des démantèlements des camps de Roms, de sa gestion des

émeutes d'Amiens, de la création des zones de sécurité prioritaire, ne cesse de donner des gages d'une continuité avec la politique sécuritaire de Sarkozy de criminalisation de la misère.

Éducation. En matière d'éducation, le ministre, Vincent Peillon, n'a eu de cesse de prétendre qu'il s'agissait de la priorité du gouvernement... Or, passé l'effet des premières annonces (rétablissement d'une formation pour les enseignants, rétablissement de l'évaluation par l'inspection pédagogique, création de postes...), la plupart des mesures sarkozystes restent en vigueur bien qu'elles aient constitué des régressions sans précédent pour le service public de l'éducation (livret de compétences, socle commun, réforme du lycée, fichage des élèves...). Pire, la loi d'orientation et de refondation de l'école, le décret sur les rythmes scolaires, et la loi Fioraso pour le supérieur, détériorent encore plus ce secteur.



DOLE (JURA)

Pour une régie publique de l'eau



Le collectif «Eau» a sollicité le NPA local afin de connaître sa position sur le passage en régie publique de la gestion de l'eau de la ville de Dole.

ADole, l'annonce d'un possible passage en régie publique ne doit pas être une manœuvre pour négocier un nouveau tarif plus bas auprès des opérateurs privés, comme cela s'est vu dans d'autres villes... Aussi pourquoi la majorité n'a-t-elle pas mis en place dès 2010 les conditions nécessaires pour revenir en régie en 2014? Pourquoi cette majorité PS-PCF-EÉLV a-t-elle voté en 2012 à l'unanimité (moins trois abstentions) la prolongation de la délégation de service public? En repoussant d'un an cette échéance, la municipalité a «botté en touche» en transformant ce qui aurait pu être un point fort en promesse électorale. Quels que soient les élus qui formeront le prochain conseil municipal à Dole après les élections de mars 2014, il faut continuer à s'appuyer sur les exemples des villes voisines (Lons, Besançon) qui ont pris une longue avance sur la gestion publique de l'eau et en même temps sur la qualité de l'environnement.

Un véritable service public

Soustraire les services publics à la logique capitaliste, qui se fait aux dépens de la démocratie (pas de contrôle des usagers), du contribuable (surcoût servant à rémunérer des actionnaires) et de l'environnement (gaspillage) va dans le bon sens.

Mais le NPA défend un service public démocratique sous contrôle des citoyens. Il est indispensable que les orientations de la régie soient données par un conseil d'administration comprenant un nombre égal d'élus et de citoyens représentants d'associations de consommateurs, de solidarité, de défense de l'environnement et de syndicats.

En effet, la régie publique est une entreprise qui ne doit éluder aucun débat: information réelle et complète sur la qualité de l'eau, choix des investissements pour lutter par exemple contre les pollutions médicamenteuses, choix des procédés de traitement de l'eau potable et des eaux usées.

Correspondant

SANTÉ Un début de convergence

Le samedi 25 mai, le collectif Notre santé en danger¹ organise à Paris «6 heures pour la santé, l'action sociale, la protection sociale»². Trois semaines plus tard, le 15 juin, à l'initiative de comités de défense, d'associations ou de structures syndicales interprofessionnelles, une manifestation nationale unitaire réunira également des salariéEs de la santé et de l'action sociale (CGT SUD USP), mais aussi plus largement des usagers.

Un an après l'arrivée au pouvoir de François Hollande, le constat des professionnels de la santé, comme celui de ses usagers, est le même. En dehors des effets d'annonce, dans la réalité aucun changement réel n'est en vue. Au nom de la «compétitivité» et de la lutte contre les «déficits», l'austérité s'aggrave encore: le coût des soins, reposant sur chacunE directement ou par le biais de leur assurance complémentaire, ne cesse d'augmenter. Le démantèlement, la rentabilisation et la privatisation du service public s'accroissent. Dans les hôpitaux, des luttes commencent à se faire jour, comme la grève reconductible de l'établissement psychiatrique de Gourmelen à Quimper (voir *Tout est à nous!* n° 189) ou les «mardis de la colère» des hospitaliers toulousains.

Vers un printemps social?

Chacune dans leur domaine, les initiatives du 25 mai et du 15 juin œuvrent dans le sens d'une centralisation de l'action. Les 6 heures, initiative militante large, ont pour vocation de débattre des propositions et des perspectives de mobilisation. Ces échanges, cette élaboration se feront au cours de quatre ateliers: l'accès aux soins et à l'action sociale, leur organisation, le financement de la sécurité sociale, et l'Europe, ainsi que lors d'une séance plénière. Initiée par la fédération CGT, la manifestation nationale du 15 juin à Paris a reçu l'adhésion du large arc de forces syndicales, politiques et associatives réunies dans Notre santé en danger. Une première initiative pour centraliser l'action contre la politique du gouvernement dans un domaine clé: les attaques sur l'hôpital public, l'action sociale et la sécurité sociale, une «hirondelle» dans le climat social hivernal régnant depuis l'arrivée du PS au pouvoir. D'ores et déjà, la «montée»

s'organise depuis les régions, par cars ou train, et la préparation unitaire de cette manifestation peut être l'occasion de créer ou de renforcer les liens locaux entre syndicalistes, militants des comités et d'associations.

Partout où ils se trouvent (la santé

et la sécu étant l'affaire de tous), le NPA et ses militantEs auront à cœur d'assurer la réussite de ces deux initiatives, en construisant la mobilisation la plus unitaire possible en même temps qu'ils feront connaître nos propositions.

J.C. Delavigne

1. Ce collectif regroupe plus de 100 organisations dont les fédérations santé-sociales de la CGT et de Sud, de très nombreux collectifs, associations, comités de défense des hôpitaux et l'essentiel des forces politiques à la gauche du PS, dont le NPA.

2. Bourse du travail, rue Charlot, Paris 3^e.

YVELINES

Pour la défense de nos hôpitaux publics

Pas une semaine sans attaque contre l'hôpital public, et le 78 n'est pas en reste. Après la coronarographie et la cardiologie de Mantes livrées à un groupe privé (et bientôt son parking vendu à Vinci!), puis la fermeture des urgences de Poissy-Saint-Germain, c'est au tour du centre hospitalier des Courses de Maisons-Laffitte de voir ses activités de chirurgie et de gériatrie livrées au privé.

Samedi 20 avril à Maisons-Laffitte, plus de 250 hospitaliers et usagers ont donc manifesté dans les rues de cette ville de droite, ça ne s'était pas vu depuis des dizaines d'années! Fort de déjà 3 000 signatures de pétition, soutenu par la Coordination nationale des collectifs de défense des hôpitaux et maternités de proximité (dont celui de Poissy-Saint-Germain), le tout nouveau Collectif de défense du centre hospitalier de Maisons-Laffitte a bien réussi sa première sortie.

La grande braderie...

Partie du centre hospitalier, la manif a traversé la ville jusqu'à la mairie, n'y rencontrant qu'une élue à la vie scolaire disant ne pas connaître le dossier (sic!) et qui, un peu huée, n'a rien trouvé de mieux à dire aux manifestantEs que de dégager... Avant de faire un tour au marché, des prises de parole ont eu lieu sur le perron de la mairie, mettant en particulier en cause la loi Bachelot HPST.



DR

À Poissy, après un ciné-débat réussi le 9 avril avec 100 personnes, nouvelle mobilisation le 25 avril contre un calamiteux projet médical bradant au privé les deux EHPAD (établissements hospitaliers pour personnes âgées et dépendantes) et le patrimoine foncier. Une «braderie» votée à la quasi-unanimité (sauf Sud santé et l'absentéisme de la CFDT...), y compris par des maires dits de «gauche»,

et en présence de M. Evin, président de l'Agence régionale de santé. L'idée d'une coordination départementale et d'une réelle convergence fait son chemin, le seul moyen de faire échec à cette loi HPST toujours en place. Pour un vrai changement maintenant, c'est urgent!

Correspondant

Information sur les collectifs locaux et leur coordination: www.coordination-nationale.org

VEOLIA EAU Crise et répression

La direction de Veolia Eau, leader mondial du marché de l'eau, est actuellement dans la tourmente avec une dette d'environ 13 milliards d'euros qui n'est pas due qu'aux crises et pertes de contrats. Du coup, elle a décidé de faire des coupes dans ses effectifs, appelant 10% de ses 15 000 employés à des «départs volontaires» au nom de la compétitivité. Et pour accélérer le processus, elle revient aux bonnes vieilles méthodes de répression individuelle.

Après avoir licencié il y a quelques mois un salarié pour une perte de permis en dehors du travail, elle a viré un employé de l'agence d'Avignon pour «refus de mettre en œuvre les fermetures de branchements faisant suite au non-paiement de facture». Car, selon Veolia, ses refus de couper l'approvisionnement en eau nuisaient à l'organisation du travail, d'autres agents devant alors procéder à ces coupures non effectuées. Il lui aura pourtant fallu du temps pour réagir puisque c'est depuis 2006 qu'il refuse de couper l'eau aux familles de «mauvais payeurs» (environ un millier).

Dans le collimateur

Le plan de réorganisation lancé en août 2011 est désormais en application et les salariés du groupe vont donc devoir être méfiants et se montrer solidaires afin d'être prêts à contre-attaquer. Car,

évidemment, les cibles sont toutes choisies: d'abord les employés qui font du social et gardent encore une conscience de mission de service public et ceux qui commettent des «fautes professionnelles» (plusieurs salariés passent en conseil de discipline). Avant de s'en prendre à tous les salariés, parmi lesquels les dépressifs et les victimes de harcèlement (notamment chez le personnel administratif très largement féminin), salariés qui vont devoir accepter des tâches supplémentaires, voire migrer vers d'autres agences sous menace d'être virés.

Seront aussi bientôt touchés les employés proches de la retraite, ceux ayant des problèmes de santé, des handicaps physiques et ceux qui ne seraient pas dans le «moule de l'entreprise», à commencer par les militants syndicaux, notamment de FO qui vient de renvoyer la direction devant les prud'hommes.

Car la direction va reprendre sa répression antisyndicale (contre FO mais aussi la CFDT et les oppositionnels de la CGT), ayant en travers de la gorge la grève nationale de 4 jours en juin 2012 qui a vu 75% des employéEs cesser le travail et manifester, grève qui s'est terminée par le sabotage de la direction de la CGT (majoritaire) qui a signé un accord avec la direction.

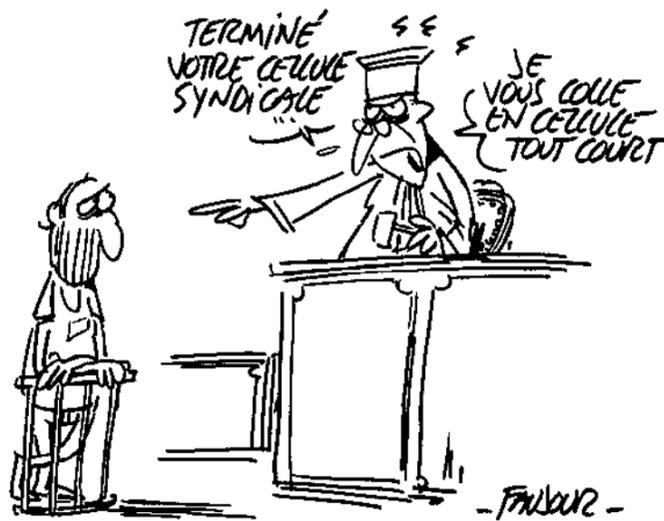
Pour cela, la direction veut refondre le système des élections de DP et de CE qui ne se feront pas avant l'automne, et dont les résultats pourraient bien déboucher sur un nouveau mouvement social, que beaucoup de salariés attendent vu leur ras-le-bol de la situation. Pour l'instant, les négociations direction/syndicats continuent et la défense des salariés réprimés se fait dans le cadre des lois du travail. À suivre.

I. Drolic

AMNISTIE SOCIALE Ils ont franchi le mur des cons

Il y a des décisions dont le caractère symbolique est presque aussi important que le contenu. Le refus de faire voter par le Parlement une loi d'amnistie sociale en est un des meilleurs exemples.

«**J**e veux être clair: la position du gouvernement dans ce débat sera non, nous ne sommes pas favorables à cette amnistie, ni à aucune autre (...) Ça a été la position du président de la République depuis l'origine et ce qui se passe en ce moment montre qu'il faut avoir une seule réponse, le respect de la loi républicaine pour tous (...) Le droit à manifester, le droit à faire grève sont des grands principes constitutionnels. Mais justement, pour respecter la force de ces principes, il ne faut pas permettre en quelque moment que ce soit des débordements» qui «entrent dans le champ de la loi pénale» a déclaré Alain Vidalies, ministre des Relations avec le Parlement sur France Info mercredi 24 avril. Ce gouvernement n'est revenu sur pratiquement aucune des mesures les plus réactionnaires, les plus antisociales de Sarkozy : limitation du droit de grève, élections professionnelles tous les quatre ans, mise en cause de la médecine du travail, etc. Dans le même temps, refusant toute loi contre les licenciements, le gouvernement offre une loi sur leur facilitation avec la légalisation de l'Accord national interprofessionnel sur la prétendue sauvegarde de l'emploi.



«**Selon que vous serez puissant ou misérable...**»

À l'opposé, contre les salariéEs qui défendent leurs droits, leurs emplois, il s'agit de préserver l'ordre républicain : matraquage, gazage des manifestantEs d'Arcelor (un salarié a perdu un œil), des salariéEs souhaitant manifester dans le Mondial de l'automobile, des

salariéEs de Goodyear devant le siège de l'entreprise où se tenait le comité central d'entreprise devant lequel l'employeur annonçait la liquidation de 1 100 emplois, des salariéEs de PSA Aulnay convoquéEs devant les flics sur ordre de Valls, ou d'autres licenciés pour un prétendu jet d'œuf ou une bousculade. Dans le même temps, pas un patron

n'est condamné pour les centaines de milliers d'emplois supprimés pour sauvegarder les profits de quelques-uns. Pas une condamnation pour ces suppressions d'emplois synonymes de misère, destruction de vies, suicides. Peu de condamnations de patrons pour les milliers de salariéEs gravement blessés ou décédés au travail ou qui se sont suicidés, comme ce salarié de Renault Cléon mettant clairement en cause le «système» Renault. Carl Ghosn, condamné un jour?

Pas de condamnation pour tous ces flics qui matraquent, tuent jeunes et immigrés. Pas de condamnations pour celles et ceux qui attaquent les maternités et appellent à la guerre civile pour empêcher le vote de la loi du mariage pour tous. Et, pour une juge, Marie-Odile Bertella-Geffroy, qui risquait d'inculper des employeurs responsables de l'exposition à l'amiante de milliers de salariéEs, le premier prétexte (trop longue présence à son poste) fut bon pour s'en débarrasser.

Mais quand même, quel culot, quel manque de décence, pour un gouvernement obligé d'exfiltrer Cahuzac, le ministre de l'austérité, et qui se couche devant les cris de Parisot et de la droite, qui donne un gage scandaleux de plus de soutien au patronat. Et des députés UMP qui, du coup, ont même osé pousser le bouchon plus loin en proposant une loi d'amnistie fiscale!

Justice de classe, politique de classe, gouvernement de classe, c'est bien plus qu'un changement de République qu'il nous faut imposer, par la lutte, les mobilisations.

Robert Pelletier

RENAULT CLÉON Le travail tue

Dans la nuit du dimanche 21 au lundi 22 avril, un mécanicien de Renault Cléon s'est pendu dans l'usine. Il a laissé deux courriers: un pour sa famille et un à l'attention de la direction. Ses propos sont sans équivoque: «*Merci Renault. Merci ces années de pression (...)* Le droit de grève n'existe pas. Ne pas protester sinon gare. La peur, l'incertitude de l'avenir sont de bonne guerre, paraît-il? Tu expliqueras ça à mes filles, Carlos...»

Ce salarié avait participé activement aux grèves, de fin décembre 2012 à mi-mars 2013, contre le projet d'accord compétitivité-emploi. À cette occasion, une partie de l'encadrement avait effectivement menacé certains salariés grévistes, en équipe de nuit, de les «redescendre» en équipe 2x8, avec la perte financière très importante qui en résulterait.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / FRANCK HOULLGATTE

Le vrai visage de la compétitivité

Ce geste désespéré intervient quelques semaines après la signature de l'accord compétitivité-emploi chez Renault, alors que la direction s'apprête à l'appliquer dans ses différents sites. À Cléon, cela va se solder notamment par un très net allongement du temps de travail (21 jours par an pour les travailleurs en 2x8), sans modification de rémunération!

Destruction d'emplois, dégradation des conditions de travail, réorganisations permanentes, mise en concurrence des salariés, pressions de la hiérarchie, voilà les produits de la politique de «compétitivité» menée par Renault. Parce qu'il la met en œuvre, l'entreprise et son PDG Carlos Ghosn, nommément cité dans la lettre, portent une très lourde responsabilité dans ce nouveau drame humain.

C'est pour le dénoncer que la CGT a appelé à un débrayage vendredi 16 avril, suivi par 50 salariéEs en équipe de nuit, 250 en matinée et journée et 200 en après-midi.

Correspondants

PSA AULNAY L'avenir de tous est en jeu

Après le rassemblement devant l'usine le 22 avril auquel avaient participé des délégations des entreprises de l'agro-alimentaire menacées par des plans de licenciements, les grévistes de PSA ont passé leur 15^e semaine de grève à organiser des actions pour montrer à la direction qu'elle ne peut pas enterrer le problème d'Aulnay et que la grève peut lui coûter cher.

Mardi 23, ils ont réussi à entrer sans effraction à PSA Saint-Ouen pour y discuter pendant deux heures avec les salariés de la lutte contre le plan des 11 200 suppressions d'emploi, mais aussi du projet d'accord de compétitivité que la direction compte imposer dès qu'elle se sera débarrassée de l'épine Aulnay. Le lendemain, les grévistes se sont invités à l'assemblée générale des actionnaires qui étaient en train de se voter tranquillement 350 millions d'euros en attendant de pouvoir enfin mettre en œuvre leur plan de licenciements... Et jeudi, ils sont allés pendant deux heures bloquer Géodis, sous-traitant de PSA à Achères qui a perdu 3 à 4 heures de travail.

Justice nulle part!

Sans surprise, les grévistes ne peuvent compter sur le soutien de la justice qui a débouté vendredi les assignations de Sud et de la CGT. Comme l'appel que les deux syndicats vont lancer n'est pas suspensif, PSA pouvait dès le CCE du 29 avril faire valider le PSE par les syndicats qui ont annoncé depuis deux mois déjà leur volonté de le signer (SIA, FO, CFTC). La direction compte ensuite passer à la suite de ses projets. Elle a d'ailleurs déjà commencé: vendredi, elle supprimait l'équipe de nuit à Sochaux, 850 intérimaires se retrouvant à Pôle emploi. Avant même d'avoir commencé à discuter le moindre accord, PSA annonce déjà clairement la

couleur: test de l'augmentation de la durée du travail dans un secteur à Mulhouse dans l'objectif de l'appliquer aussi à Poissy avec suppression de l'équipe de nuit et pourquoi pas le travail 6 jours sur 7?

L'enjeu est clair: l'extension de la

grève en dehors d'Aulnay n'est pas une question de solidarité avec les grévistes mais de l'avenir de tous les salariés de PSA et, au-delà, de l'automobile, à commencer par les sous-traitants.

CorrespondantEs

PSA MULHOUSE Rallongement des horaires

Les salariés travaillant sur la chaîne de la Peugeot 208/2008 vont avoir une heure de travail de plus chaque jour à partir du 29 avril.

Avec des journées déjà épuisantes, des charges de travail croissantes, des risques de malaise dus à la chaleur et d'accidents de trajet dus à la fatigue, les salariés angoissent de ne pas pouvoir tenir le coup. Ceux qui finiront une heure plus tard devront se débrouiller pour rentrer chez eux, faute de transport collectif. À cela se rajoute le travail obligatoire de la majorité des samedis en équipe du matin

Une attaque contre tous les salariés

Tout le monde comprend que cette flexibilité est un test préparant un accord compétitivité pour mai ou juin.

La direction attend seulement l'application de l'ANI et surtout la fin du conflit d'Aulnay, car son plan de «compétitivité» concernant tout le groupe, il pourrait servir de catalyseur explosif.

En attendant, il faudrait être meilleurs que les autres sites du groupe pour garantir l'avenir de l'usine. Ce chantage à l'emploi marche un peu mais tout le monde a bien compris qu'il est fait partout, ouvrant une régression sans fin.

Personne n'est trompé également par les larmes d'un PSA en quasi-faillite. L'affaire Cahuzac a rappelé que Peugeot était une des premières fortunes de Suisse et que son holding se porte très

bien. Le rachat récent de 320 millions d'actions du groupe pour les actionnaires ne fait que le rappeler.

Pour le moment, les salariés restent encore l'arme au pied ne voyant pas les conditions pour changer le rapport de forces. Le 17 avril, un débrayage de la CGT pour l'équipe 208/2008 n'a réuni qu'une trentaine de salariés pour un secteur de plus d'un millier... Cependant, la sympathie autour du débrayage était grande. Par ailleurs, l'annonce récente de 0% d'augmentation a provoqué une secousse plus importante que d'habitude et, lors de la journée syndicale du 5 mars, le débrayage qui a montré sur l'usine une combativité bousculant le train-train syndical, révèle autre chose sous la résignation apparente. Le combat n'est pas fini.

Correspondant

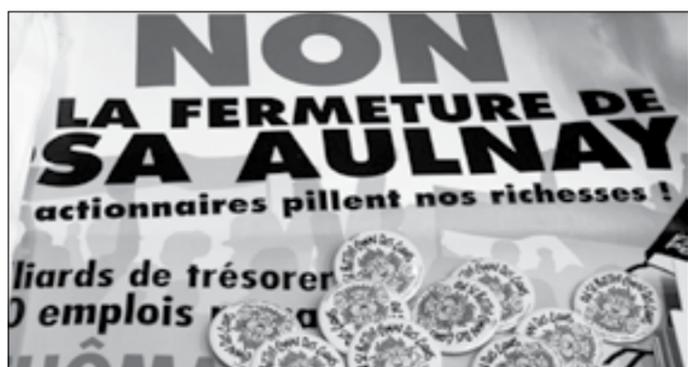
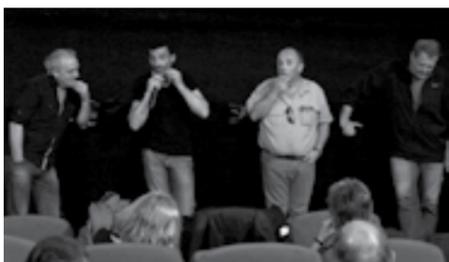


PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO



Les comités en action!

Elbeuf (76) Soirée débat autour du film *La Saga des Conti*. Jeudi 25 avril, à l'invitation des comités NPA d'Elbeuf (près de Rouen), près de 100 personnes ont participé au débat organisé après la projection du film documentaire *La Saga des Conti*, débat en présence de Xavier Mathieu (CGT Continental), Thierry Philippot (M-Real) et notre camarade Philippe Poutou.



DR

Beaucoup de militants syndicaux de boîtes du coin et de l'UL CGT en particulier étaient présents. Dans une région industrielle où s'allonge d'année en année la liste des fermetures et des suppressions d'emplois (dont la dernière en date est Petroplus), inutile de dire que le film entrainait en écho avec les questions que tout le monde se pose sur les moyens d'arrêter le massacre. Ce film éclaire les moments forts de la lutte des Conti, tout en montrant les difficultés rencontrées.

Les réponses de Xavier Mathieu aux questions de la salle en donnaient un témoignage vivant et passionné. L'attitude des confédérations syndicales à l'égard de la lutte des Conti a notamment fait l'objet de critiques non voilées. C'est une autre expérience de lutte contre les licenciements, celle des salariéEs du papetier M-Real, près de Louviers, qui a fait l'objet de l'intervention de Thierry Philippot, militant du NPA et syndicaliste CGT dans cette entreprise. Revenant sur l'idée qu'il est illusoire de croire pouvoir gagner seul dans son coin contre les licenciements, Philippe Poutou a choisi pour sa part d'intervenir sur la nécessaire convergence des luttes, le temps manquant cependant pour approfondir vraiment cette question. Pour terminer, après une évocation du suicide d'un salarié de l'usine le week-end précédent, Gilles Cazin, militant au NPA et salarié à Renault-Cléon, est intervenu sur la nocivité des accords «compétitivité-emploi» et du récent accord national ANI.

Au final, une soirée motivante, dont le NPA local espère qu'elle aidera à faire un pas de plus dans le renforcement des liens entre militantEs «lutte de classes» sur l'agglomération.

Poitiers (86) Unité contre l'homophobie!

Comme on pouvait le craindre, les violences homophobes se multiplient et se radicalisent. C'est ce qui est arrivé d'abord verbalement à une camarade communiste, puis physiquement à l'une de nos camarades du NPA, à deux reprises, notamment dimanche 21 avril au soir après la «Manif pour tous». Les violences sont le fruit d'une banalisation des idées homophobes et xénophobes de l'extrême droite, relayées par la droite traditionnelle. Ces derniers surfent sur la frustration sociale engendrée par le gouvernement et sa politique d'austérité. C'est tout le système qui est responsable. D'une politique de droite économique et sociale, découle une montée des idées de droite au niveau sociétal. Il est temps de changer les choses!

Mercredi 24 avril a donc été organisée une manifestation contre l'homophobie. Rassemblant différentes organisations (En Tous Genres, NPA, Jeunes communistes, Front de gauche...), elle a réuni plus d'une centaine de personnes. Pendant les vacances scolaires, et sans le Parti socialiste (qui voit peut-être d'un bon œil la montée de l'extrême droite pour les prochaines échéances électorales), c'est plutôt une réussite. Mais une réussite qui n'est pas à la hauteur des enjeux. C'est pour cela qu'il faut amplifier la lutte contre l'extrême droite. Notamment en prenant la rue à gauche dès que possible. Le 1^{er} Mai sera le grand rendez-vous poitevin, un rendez-vous d'unité de la classe ouvrière, contre la droite et l'extrême droite, pour l'égalité des droits et pour une véritable politique de gauche qu'il faut imposer, maintenant. La rue est à nous : chassons-les!

ÉGALITÉ POUR TOUS

Et le droit de vote ?

Un pas en avant avec l'égalité dans le droit au mariage et à l'adoption. Deux pas en arrière avec l'abandon du droit de vote pour tous les résidents...



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

Le candidat avait peu de promesses, on avait cru à très peu... mais pour celle concernant le droit de vote, on est nombreux à avoir pensé «*c'est sûr, il ne pourra pas nous la rejouer comme Mitterrand il y a 30 ans*». Eh bien, si, ils ont osé. Et pourtant, au moment de l'engagement, le PS avait les mêmes données que maintenant : il savait que ce serait difficile d'obtenir la majorité du congrès (Assemblée nationale + Sénat) et qu'il y aurait des parlementaires à convaincre. Au lieu de ça, en renonçant, en repoussant à après 2014, il a «ouvert le débat»... sans même le mener ! On a seulement eu l'annonce du projet de loi de révision constitutionnelle, sans le droit de vote et sans commentaire du gouvernement, et dans un silence assourdissant. Un silence heureusement rompu par une tribune dans *le Monde* signée entre autres par Jeanne Moreau et François Durpaire, membre du collectif Droit de vote 2014, mais qui fut peu relayée ou commentée, et surtout pas côté gouvernement !

On vit ici, on vote ici

La campagne de pétitions Droit de vote 2014, soutenue par 161 organisations, plafonne à 50000 signatures, malgré le succès dans les villes où elle a été menée, y compris dans les quartiers populaires où

il se disait que le sujet n'intéressait pas. Et pourquoi les brillants analystes de l'absentéisme ne voient-ils jamais comme cause l'exclusion du terrain électoral d'une partie de la population des quartiers ?

Un site d'extrême droite propose une comparaison entre la «nation» et une famille qui emploie une domestique : on la traite (éventuellement) bien, mais on ne la fait pas participer aux choix financiers ou d'éducation des enfants. Ignoble équation entre résident étranger et domestique, qui illustre la pensée de ceux qui séparent nationalité et citoyenneté. La nationalité, c'est l'indication de l'endroit où l'on est



DR

né ; quitter ce pays, changer ou pas de nationalité, avoir envie de garder des liens avec cette origine n'a aucun rapport avec le droit de participer à la vie du pays d'installation au même titre que ceux qui y sont nés – par hasard.

À rapprocher d'un des principaux « motifs » de refus d'une carte de séjour : le sans-papier a encore de la famille dans son pays...

Les dégâts du racisme d'État

Depuis 2005, où un sondage indiquait que 56% contre 39% des sondés étaient favorables au droit de vote pour tous les résidents étrangers, le racisme d'État joint à la crise a fait des ravages. Et une fois de plus, de trop, le signal est donné par le gouvernement, de gauche, que «l'immigration est un problème». Chasse aux Roms, expulsions de sans-papiers, maintien de quotas d'immigration (induisant l'idée fausse que celle-ci augmente), poursuite des politiques d'austérité qui aggravent la vie des plus pauvres – et donc des étrangers non communautaires qui sont en majorité dans cette part de la population la plus exploitée –, la liste serait longue de tout ce qui alimente le racisme dans ce pays.

Et si l'on emploie ici cette expression d'étrangers «non communautaires», c'est que la différence marquée par l'accès au droit de vote entre deux catégories d'étrangers n'est pas anodine : ceux à qui on refuse ce droit sont en grande partie les victimes de l'islamophobie. Et même si le racisme ne se résout pas par des mesures administratives, quelques décisions devraient être prises rapidement concernant les menus dans les cantines scolaires, les interdictions faites aux mamans voilées d'accompagner les sorties.

Parce que «les prolétaires n'ont pas de patrie», parce que solidarité internationale et liberté de circulation et d'installation sont des bases importantes du changement que nous voulons, nous combattons toutes les discriminations racistes. Et la discrimination dans l'accès aux urnes pourrait être supprimée par une loi. Même si la limitation aux élections locales accreditait l'idée que ce droit n'est pas une évidence. À nous de nous battre pour l'imposer, comme les révolutionnaires de 1793, comme ceux de la Commune.

Isabelle Guichard

LE N°43 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE



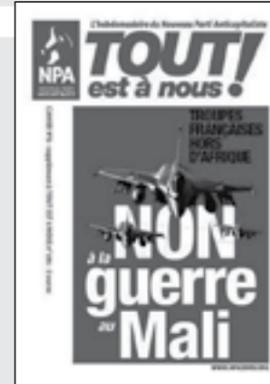
Dans ce numéro figurent :

- un dossier intitulé *Les églises, toujours en pointe de la réaction*, et de nombreux articles, parmi lesquels :
- *Les enjeux du mariage pour tous*,
- *Ce que nous apprend la crise chypriote*,
- *Italie : aux racines de la crise politique*,

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

Tout est à nous!,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.



BROCHURE

Le NPA publie une brochure sur la guerre au Mali. Elle est disponible pour deux euros auprès des militantEs ou à la librairie La Brèche à Paris, et par correspondance pour trois euros (port compris) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

CINÉMA

Avalanche de films de propagande impérialiste

Ces derniers temps, le cinéma, tant étatsunien que français, n'est pas avare de films reprenant les canons de la propagande des grandes puissances. Petit tour d'horizon.

Dans les années soixante-dix, nous avions été habitués à des films dénonçant les magouilles et crimes de la CIA, dont le plus emblématique fut *Les trois jours du condor*. Nombre de films hostiles à la guerre du Vietnam suivirent, comme *Apocalypse now*, *Full metal jacket* ou *Good morning Vietnam*. Méorable navet, *les Bérets verts*, où John Wayne cassait du Viet comme il

avait toute sa vie cassé de l'Indien, faisait figure d'exception. Notons aussi quelques films plus récents contre la guerre d'Irak, comme *Route irish* de Ken Loach ou *les Rois du désert* de David Russell. Pourtant, depuis une bonne décennie, on assiste à une sorte de réarmement idéologique du cinéma de propagande impérialiste, non seulement hollywoodien, mais aussi britannique et français.

Parmi les fleurons les plus caricaturaux de cette propagande figure *Taken* et sa suite *Taken 2*, blockbuster qui a connu, hélas, un assez gros succès. Grossièrement racistes, ces films font l'apologie de la torture et de la peine de mort: le héros, ancien de la CIA, fait «griller» un horrible méchant sur une chaise électrique improvisée après l'avoir torturé. Le thème est limpide: d'affreux Albanais enlèvent des jeunes filles occidentales pour les livrer aux appétits de potentats arabes. Dans *Taken 2*, on notera une vision fantasmagorique de la Turquie: toutes les femmes d'Istanbul sont voilées. On peut aussi citer *le Royaume* dans lequel une équipe du FBI est chargée d'enquêter à Riyad, Arabie saoudite, sur un attentat terroriste. Puant de racisme paternaliste, d'islamophobie et d'arrogance impérialiste. Avec l'aide d'un «bon musulman», équivalent des bons Indiens



des westerns des années cinquante, nos héros vont éliminer la cellule terroriste en quelques jours, alors que les flics et militaires locaux ont été incapables de trouver le moindre indice.

Oscar de la propagande...

L'un des plus récents est *Argo* qui s'est vu décerner l'Oscar du meilleur film 2013. Plus subtil que les précédents, ce film a l'habileté de montrer en ouverture le rôle des États-Unis qui, en soutenant la dictature du Shah d'Iran, ont soulevé la colère populaire. Mais c'est pour mieux sombrer ensuite dans la pure propagande

au profit de la CIA. Sur le plan historique, personne ne peut savoir ce qu'il y a de vrai dans cette histoire de sauvetage de diplomates américains réfugiés à l'ambassade canadienne, vu que cette opération a toujours été classée top secret. Mais les propagandistes cherchent sans doute à faire oublier la catastrophe de l'opération Eagle Claw, dont l'objectif était de délivrer les otages de l'ambassade américaine. Plusieurs hélicoptères et un gros porteur C 130 se crashèrent dans le désert, huit soldats furent tués et des documents abandonnés. Le cinéma hollywoodien est toujours aussi doué pour réécrire l'histoire.

On pourrait ainsi énumérer une dizaine de films du même genre. Le cinéma français n'est pas en reste. *L'Infiltré*, probablement subventionné par la DGSE, vante les talents d'un sympathique agent français qui parvient à retourner un jeune djihadiste. Notons aussi *Forces spéciales*, où un commando tricolore va délivrer un journaliste détenue par les Talibans. Antimilitariste et pacifiste au début, celle-ci va tomber amoureuse de son sauveteur et comprendre qu'elle a tout faux. On peut supposer que le scénario a été supervisé par le service de propagande des armées... À quand un film où on verra un commando iranien exfiltrer des otages de Guantanamo ou un commando africain parachuté au Texas ou en Alabama sauver un black menacé de lynchage par les sbires du Ku Klux Klan?

Gérard Delteil



POLAR



LE CHINOIS,
Henning Mankell, Folio, 8,20 euros
Un chouette polar avec du suspense et de l'aventure. Une histoire qui commence

avec un massacre mystérieux dans un village perdu en Suède, et qui se prolonge en Chine fin du XIX^e siècle... De pauvres paysans affamés qui essaient de vivre dans les villes et qui sont kidnappés pour être amenés de force en Amérique et devenir des esclaves risquant leur vie pour construire les voies de chemin de fer. Enfin, la Chine d'aujourd'hui, un pays dominé par un capitalisme triomphant, symbolisé par un individu très riche et très puissant qui croit pouvoir tout faire. Une histoire de colonialisme, d'oppression, de révolte individuelle aussi contre des sociétés qui écrasent les pauvres. Un livre très documenté et prenant où l'on apprend plein de choses.

Philippe

POLAR



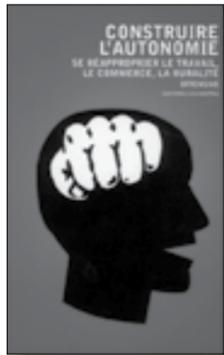
LES MARQUES SUR LA PEAU,
Stefano Tassinari, éditions Métailié, 9 euros
Gênes, juillet 2001. La réunion du

G8 suscite l'une des plus importantes mobilisations altermondialistes au tournant du siècle, mais aussi l'une des plus violentes répressions étatiques dans un pays européen: un mort, Carlo Giuliani, des centaines de blessés et d'arrestations. Un très court roman qui, une fois la présentation des personnages effectuée, nous refait vivre l'ambiance parmi les manifestants et les violences policières. Caterina Ramat, jeune journaliste venue couvrir l'événement, tente de percer le mystère d'un deuxième décès. L'occasion de relire également l'article publié dans la revue *Tout est à nous!* N°23 de juillet 2011, *Altermondialisme: dix ans après Gênes* (à relire sur: www.npa2009.org).

Christine Schneider

Essais

CONSTRUIRE L'AUTONOMIE. Se réapproprier le travail, le commerce, la ruralité. OFFENSIVE, éditions l'Échappée, 14 euros



et aux autres pour une autonomie réelle, épanouissante et porteuse de liberté. Ce recueil de textes parus dans la revue libertaire *Offensive* donne des pistes théoriques et pratiques pour une résistance quotidienne au capitalisme et à l'envahissement de la culture de masse. Revaloriser le sens et la nature du travail en lui redonnant une valeur et une utilité fondées sur le lien social et pas seulement sur la rémunération, en faisant renaître le «collectif». Revaloriser les tâches domestiques dans un objectif de lutte contre le patriarcat et d'autonomie

(réparer, recoudre...). Développer des techniques dégagées des normes capitalistes, par exemple dans le domaine médical, les médecines douces ou l'ostéopathie. Retrouver un sens au commerce en changeant de paradigme: l'équitable, le durable, le gratuit (les «free stores»), le don, le troc et l'échange redonnent toute leur valeur d'utilité et d'affectivité aux biens de la vie quotidienne. Retrouver le lien avec la ruralité, la nature, tant pour les ruraux eux-mêmes que pour les urbains, en dégagant des espaces de résistance, en modifiant la dépendance

entre la ville et la campagne, non dans un esprit passéiste et bucolique mais pour répondre à la demande de respect des uns et de bien-être de tous. Lutter contre la précarité du travail, tant manuel qu'intellectuel, corollaire du capitalisme, et revendiquer en même temps un statut de «précarité choisie» au travers d'un revenu garanti attaché à la personne dès sa naissance. Ce recueil de textes donne des pistes stimulantes à tous ceux qui ne veulent pas en rester aux slogans.

Catherine Segala

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43

L'UNION OUVRIÈRE, FLORA TRISTAN, Gallica.fr, gratuit

Publié par la militante révolutionnaire Flora Tristan en 1843, cet ouvrage est désormais disponible sur Gallica.fr. Sa lecture est facile et gratuite sur le web. L'intérêt principal de ce petit livre est de prêcher l'union des prolétaires et des femmes contre la société de classe et l'ordre patriarcal. Flora Tristan, influencée par la doctrine de Saint-Simon et la militante féministe Mary Wollstonecraft, poussa son engagement révolutionnaire jusqu'à tenter pour la première fois de susciter l'union organisée des prolétaires, à travers un tour de France et ce petit livre: *l'Union ouvrière*, qui connut alors un grand succès.

Femme libre, partisane du divorce et des droits des femmes à disposer d'elles-mêmes, elle est également l'auteure des *Pérégrinations d'une Paria*. Avant Marx, on trouve chez elle une première approche de la lutte des classes, intrinsèquement liée à la lutte des femmes pour leur émancipation. Pour l'auteure la seule issue pour établir l'égalité entre les hommes et les femmes passe par la destruction de la société de classes. Elle écrit: «Jusqu'à présent, la femme n'a compté pour rien dans les sociétés humaines. Qu'en est-il résulté? Que le prêtre, le législateur, le philosophe, l'ont traitée en vraie paria. [...] De même, pendant six mille ans, les sages

des sages ont porté un jugement non moins terrible sur une autre race de l'humanité: les prolétaires [...] Or donc, tâchez de bien comprendre ceci: la loi qui asservit la femme et la prive d'instruction, vous opprime, vous, hommes prolétaires». À l'heure où le pouvoir socialiste communique sur l'égalité salariale entre hommes et femmes tout en appliquant une politique de droite qui brise les droits des salariés, cette lecture rafraîchissante offre un démenti cinglant. De ce fait, *l'Union ouvrière* est une lecture actuelle, utile et salutaire, en dépit du siècle et demi qui nous sépare de sa première publication.

T. Schoumaker



S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<p>Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre</p> <p>Jeunes/chômeurs précaires <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre</p>	<p>Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre</p> <p><input type="checkbox"/> 19 € par trimestre</p>	<p>Désignation du compte à débiter</p> <p>CODE ÉTABLISSEMENT _____ CODE GUICHET _____</p> <p>N° DE COMPTE _____</p> <p>CLÉ RIB _____</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p> <p>Titulaire du compte</p> <p>Nom : _____</p> <p>Prénom : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p> <p>Mail : _____</p>	<p>Établissement teneur du compte</p> <p>Banque : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p>
---	---	--	--

Par chèque, à l'ordre de: NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail: diffusion.presse@npa2009.org



AUSTÉRITÉ

Les femmes en première ligne

Les femmes ont encore plus de raisons de lutter contre les politiques d'austérité car elles en sont les premières victimes...

Elles représentent déjà une grande majorité des chômeurEs, des bas salaires, des temps partiels imposés... Selon l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, 70% des travailleurs pauvres sont des travailleuses. Des mesures qui augmentent la flexibilité de l'emploi telles que l'accord emploi vont encore aggraver la situation de milliers de femmes.

Les femmes sont également une majorité des salariéEs de l'État et des collectivités territoriales, qui sont dans la ligne de mire des politiques d'austérité. Les différentes contre-réformes des retraites ont aussi creusé les inégalités entre les hommes et les femmes : plus la durée de cotisation augmente, moins les femmes peuvent prétendre à une pension complète à l'âge légal du départ à la retraite.

Le salaire des femmes étant en moyenne inférieur à celui des hommes de 27%, un départ anticipé à la retraite laissera les femmes dans une extrême pauvreté.

Des droits remis en cause

Quand les services publics sont attaqués, ce n'est pas uniquement sur la question de l'emploi que les femmes sont les premières touchées : que ce soit pour la petite enfance ou le quatrième âge, ce sont presque toujours elles - mères, filles, belles-filles - qui sont en première ligne. Leur autonomie est remise en cause à chaque baisse du nombre de places en crèche, à chaque « réforme » de la dépendance... Nous devons revendiquer de véritables moyens pour les services publics également au nom du maintien de droits fondamentaux : le droit à l'avortement (remis en cause par la fermeture de plusieurs CIVG), à la contraception (remboursement de tous les moyens de contraception pour toutes)... Face à ces logiques capitalistes à l'œuvre dans toute l'Europe, il faut organiser la mobilisation. Le combat pour une société débarrassée de l'oppression des femmes est un combat contre le capitalisme. Le 1^{er} Mai est encore l'occasion de le répéter.

Anne Martzluff

Cortège féministe lors de la manifestation du 30 septembre contre le TSCG à Paris. PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB



RER R(ien) A T(aper des) P(rocédures) ?

65 nouvelles rames pour le RERA arrivent. Chouette, pourrait-on dire, sauf que la manière dont le contrat aurait été négocié est révélatrice de biens des choses.

En effet, épinglée par la Cour des comptes pour n'avoir pas fait jouer la concurrence et devant répondre à la plainte du syndicat SAT-RATP, la RATP doit désormais se justifier des faits suivants : elle aurait sciemment sous-estimé le coût prévisionnel d'une telle opération pour « dissuader les industriels autres qu'Alstom-Bombardier de déposer une offre ». Du coup, la RATP associée au Syndicat des transports d'Île-de-France, à l'époque dirigé par Gilles Carrez, l'actuel député UMP, ont dû assumer un surcoût de 190 millions...

Association de magouilleurs

Le SAT-RATP vise Gilles Carrez pour « prise illégale d'intérêt » puisqu'à l'époque il dirigeait le Stif, et qu'il aurait dû depuis, selon le syndicat, saisir la justice en tant que président de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Quant à Pierre Mongin, PDG de la RATP, il est accusé de « favoritisme » et « d'entente prohibée »... La RATP rétorque qu'elle « n'a aucunement "favorisé" une société donnée. On ne saurait lui reprocher les décisions des sociétés qui, après s'être portées candidates, ont finalement décidé de ne pas remettre d'offre ». Quand on sait que le montant total de

la commande était de 1,677 milliard d'euros, on ne peut que s'étonner que des entreprises susceptibles de remporter un tel marché se soient alors désistées sans fondement... Enfin, il semblerait qu'à l'époque Nicolas Sarkozy soit intervenu en personne pour que les anciennes rames soient remplacées au plus vite. À n'en pas douter, tout son quinquennat

l'illustrant, sa seule raison d'intervenir a dû être son amour immodéré pour l'amélioration des services publics. À moins que Sarkozy, qui voit en Alstom une « pépite industrielle », ou son lieutenant Gilles Carrez, aidé de la RATP, n'ait voulu faire un beau cadeau à Patrick Kron, le PDG d'Alstom ?

Correspondante

LE "MUR DES CONS"



Nous reproduisons ci-dessus un bout du fameux « mur des cons » du syndicat de la magistrature, histoire que nos lecteurs et lectrices vérifient si certainEs sont bien à leur place ou pas...

BIEN DIT

Vous avez (...) cédé à la pression (...) et choisi de vous en prendre à l'expression en privé d'une opinion - lapidaire et caricaturale certes mais qui n'a rien à envier aux propos publics outranciers de certains à notre égard - concernant ceux dont nous dénonçons les propos, les actes ou les prises de position.

Souhaitez-vous donc régler la liberté d'opinion des syndicalistes, définir les standards de l'affichage autorisé dans les locaux syndicaux, voire encadrer la liberté des magistrats que nous sommes s'exprimant dans la sphère privée ?

LETRE OUVERTE DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE adressée à la garde des sceaux Christiane Taubira le vendredi 26 avril

CRISE Toujours plus pauvres... toujours plus riches !

L'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) vient de sortir une étude sur les revenus et le patrimoine des ménages en 2010, dressant ainsi les effets de la crise. Édifiant...

Les résultats sont sans appel : « au sein de l'ensemble de la population, les personnes les plus modestes sont particulièrement touchées depuis la crise. À l'inverse, le niveau de vie au-dessus duquel se situent les 5% de personnes les mieux loties repart à la hausse, après avoir stagné en 2009 ». Bref, la pauvreté s'installe durablement et les inégalités se creusent.

Le niveau de vie médian s'élève à 1610 euros par mois, il est en baisse de 0,5% par rapport à 2009 et cette baisse touche en priorité les ménages les plus pauvres. En effet, les 10% des ménages les plus pauvres ont un niveau de vie inférieur à 10430 euros annuel... et dans le même temps, le niveau de vie des ménages les plus riches a progressé en 2010. Selon l'étude de l'INSEE, « les 10% les plus aisées disposent d'au moins 36270 euros annuel, soit 3,5 fois plus que les plus pauvres ».

Photographie de l'inégalité

De plus, l'étude démontre que la pauvreté est également en progression chez les retraitéEs les plus âgés (11%), les privéEs d'emplois (16%), les jeunes de moins de 18 ans (2,7 millions d'enfants vivent désormais dans des familles pauvres en 2010). La pauvreté touche en particulier les femmes. Même si l'endettement des ménages français reste l'un des moins élevés d'Europe, l'étude démontre également que l'endettement est en progression, en particulier pour boucler les fins de mois. Cette photographie de 2010 et les tendances qu'elle dessine ont dû se poursuivre et s'approfondir au cours des deux années suivantes au vu des politiques d'austérité menée. Une fois de plus, cela montre l'urgence de mener une tout autre politique qui servirait les intérêts du plus grand nombre et non ceux d'une minorité aisée, une politique pour répartir réellement les richesses.

Sandra Demarcq

TOUT! hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste

Rédaction : 01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)

Gérant et directeur de publication:
Ross Harrold
Secrétaire de rédaction: Manu Bichindaritz
Rédacteur graphiste: Ambre Bragard
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®